L'ABEILLE DE LA N. ORLEANS.

BUREAUX, No 73, RUE DE CHARTRES.

NOUVELLE-ORLEANS.
SAMEDI, 20 JUILLET.

Compagnie d'Assurance Germania de la Nile-Orléans.

PREMIER ETAT ANNUEL.

CONFORMÉMENT à la charte, la Compagnie publie l'état suivant :

Total des primes de l'année expirée le 31 mai 1867		182,345 00
Primes d'incendie	127,000 00	
Primes de mer	44,610 00	
Primes de rivière	10,735 77	182,345 00
Moins—Primes remboursées	3,346 00	
Montant en réserve pour risques non-expirées	20,425 35	
		27,070 00
Montant net des primes		154,674 13
Pertes payées :		
Pertes par l'incendie	28,229 30	
Pertes sur mer	22,300 30	
Pertes sur les rivières	2,000 00	
	51,121 70	
Ré-assurances	6,000 00	
Dépenses, intérêts	25,146 67	
Taxe et souscriptions	4,740 82	
4 et 20 p. 0/0 d'escompte	27,013 13	114,454 29
Bénéfice net		39,219 90
L'actif de la Compagnie est comme suit :		
Billets pour actions	246,300 00	
Effets	1,000 00	
Dû, par comptes individuels	16,219 32	
Prêts sur garanties, sur demande	27,300 00	
Prêts sur hypothèque	26,664 30	
Garanties des Etats-Unis	15,700 00	
En caisse	23,397 61	385,645 2

Le tableau qui précède est une copie exacte des livres de la Compagnie.

[Signé] E. MAIER, Secrétaire. — D. MICHEL, Président.

Assermentés et signés, pardevant moi, ce 12 avril 1867.

[Signé] G. H. BRAUGHN, Deuxième Juge de Paix de la paroisse d'Orléans.

Le 11 du courant, à une réunion des Directeurs, il a été résolu qu'un dividende de 20 pour cent sur le capital [illegible] \$10 par action, est déclaré et sera porté au crédit des billets d'actions non encore payés.

D. MICHEL, Président.
C. T. FORSTER, Vice-Président.

E. MAIER, Secrétaire.

—Directeurs :

J. H. Elmer,	F. Wintz,	H. Rhode,
W. B. Schmidt,	H. F. Klumpp,	Geo. Wern,
F. A. Leling,	C. T. Forster,	Louis Schwarz,
A. Bruhn,	F. Bruk,	G. L. L. Mayer,
H. Fiberbler,	H. W. Schwartz,	Charles Bendix,
T. Schorr,	Auguste Koenig,	D. Michel,
Cass Leeffer,	L. F. Berge,	O. H. Kartendich
J. Hoerner,	F. Richert,	E. Claren.

15 avril—1m

PREMIER ETAT ANNUEL (HUIT MOIS)

De la Compagnie d'Assurance des Facteurs et Commerçants,

Rue Carondelet, No. 39.

Nile-Orléans, 30 Avril 1867.

LES Directeurs, conformément à la Charte de la Compagnie, publient l'état suivant de ses affaires pour les huit mois expirés le 30 avril 1867 :

Total des Primes reçues du 1er. Septembre 1866 au 30 Avril 1867 — huit mois.

Risques d'Incendie	\$150,143 48	
Risques sur les Rivières	210,112 53	
Risques sur les Mers	53,370 41	\$413,526 42
Moins Primes remboursées		1,010 19
Montant net des Primes		\$412,616 31
Pertes payées, moins le Sauvetage.		
Sur les Risques d'Incendie	\$41,438 55	
Sur les Risques des Rivières	232,317 04	
Sur les Risques de Mer	67,395 53	\$341,151 12
Différence		\$71,465 31
Frais, les Réassurances	\$14,427 30	
Remboursés	18,104 37	
Frais d'organisation, dépenses générales, taxes de ville, d'Etat, de revenu intérieur, etc.	34 500 06	
Total	\$68,081 73	
En moins, Intérêt : Escompte au crédit des Dépenses ci-dessus	\$6,683 43	\$61,348
Excès		\$10,116 91
L'actif de la Compagnie est comme suit :		
Billets de capital	\$334,720 00	
Espèces	64,525 34	
Primes etc, en voie de perception	87,337 46	
Avances à Chemins de fer de la ville	54,475 00	
Meubles, installations de bureau, etc.	5,799 17	
		\$546,816 91

Primes non expirées le 30 avril 1867, \$37,054 00

Le tableau qui précède est une copie exacte des livres de la Compagnie.

[Signé] MICHEL MUSSON, Président.
ED. A. PALFREY, Secrétaire.

Etat de la Louisiane, paroisse d'Orléans, ville de la Nlle Orléans.

Assermentés et signés pardevant moi, ce 15 mai 1867.
[Signé] G. H. BRAUGHN, Deuxième Juge de Paix de la Paroisse d'Orléans.

Les Directeurs [illegible] 3 juin 1867 un dividende [illegible] sur les paiements [illegible] du capital.

MICHEL MUSSON, Président.
HARMON DOANE, Vice-Président.
ED. A. PALFREY, Secrétaire.

— DIRECTEURS. —

James Hewitt,	J. D. Blair,	
Jos. W. Carroll,	T. M. Scott,	
W. A. Johnson,	Wm. Ball,	
J. W. Burbridge,	Robt. Pitkin,	
J. N. Bebee,	Alf. H. Isaacson,	
M. Greenwood,	P. S. Wiltz,	
A. Huntington,	Richard Milliken,	
J. Brown,	Samuel E. Moore,	
J. Pagini,	Wm. H. Henning,	
Marcus J. Smith,	H. McNeil Vance,	
I. Rawlins,	W. B. Tulis,	
John Chaffe,	Hugh McColl,	
L. H. Tovey.		17mai—1m

DIXIEME TABLEAU ANNUEL

Compagnie d'Assurance Hope de la Nile-Orléans.

Bureau No 21 rue du Camp.

CONFORMÉMENT à sa charte, la Compagnie présente l'état suivant de ses affaires :

Montant des primes reçues pour l'année expirée le 30 avril 1867		\$196,082 34
Savoir :		
Sur les risques d'incendie	\$ 97,126 46	
Sur les risques de mer	85,774 60	
Sur les risques de rivière	13,181 12	\$196,082 34
Montant des risques non expirés le 30 avril 1866		26,722 37
		\$222,804 61
Pertes payées dans la même période, savoir :		
Sur les risques d'incendie	\$ 47,764 74	
Sur les risques maritimes	72,565 34	
Sur les risques de rivière	15,633 13	\$135,963 21
33 p. c. remis aux assurés	\$ 45,163 76	
Primes rendues	5,282 77	
Réassurances	10 253 11	
	\$ 61,698 44	
Taxes	11,874 44	
Dépenses, intérêts et escomptes	9,877 41	
		\$ 323,276 56
L'actif de la Compagnie est comme suit :		
Billets hypothécaires pour des propriétés foncières améliorées dans cette ville, valant le double du montant prêté	\$ 112,350 00	
Prêts garantis par nantissement	34 950	
Effets pour primes à courte échéance	9,413 77	
Actions du "Vaudreuil Dry Dock Co"	5,200 00	
Actions de banques et autres actions	5,547 50	
Scrips de compagnies d'assurances mutuelles	2,600 00	
Biens fonciers	16 745 32	
Primes en voie de perception	22,607 66	
En caisse	44,613 43	
Total de l'actif	\$ 258,620 07	

Le tableau ci-dessus est une copie exacte des livres de la Compagnie.

HY. PEYCHAUD, Président.
LOUIS BARNETT, Secrétaire.

Etat de la Louisiane, Paroisse d'Orléans, Ville de la Nouvelle-Orléans.

Assermenté et signé pardevant moi ce 4 mai 1867.
PAUL W. COLLENS, Troisième Juge de Paix.

Cette Compagnie continue à assurer contre les risques d'incendie, de mer et de rivière, aux taux usuels, et rend 2½ p. c. comptant aux assurés sur le montant de leurs primes.

Bureau No 21 rue du Camp.

DIRECTEURS :

J. Folger,	P. Maloches,	J. C. Denis,
J. I. Adams,	Th. D. Miller,	T. N. Blake,
A. Deiros,	C. W. Bradbury,	Hy. Peychaud.

mai—1m

Compagnie d'Assurance Mutuelle de la Nile-Orléans.

SEPTIEME ETAT ANNUEL.

CONFORMÉMENT à sa charte la Compagnie présente l'état suivant :

Montant des primes non expirées en 1865		\$ 93,294 06
Primes dans l'année expirée le 31 décembre 1866 :		
Sur les risques d'incendie	\$ 207,135 26	
Sur les risques de mer	6,026 74	
Sur les risques de rivières	84,837 45	
		298,089 44
Total des primes		\$ 391,383 44
En moins : Primes non expirées le 31 décembre 1866	\$ 161,420 90	
Primes remboursées	3,459 51	
		164,986 41
		\$ 226,495 03
Pertes : Sur les risques d'incendie	\$ [illegible]	
Sur les risques de mer	[illegible]	
Sur les risques de rivière	[illegible]	
	\$ 219,343 92	
Taxes	13,870 41	
Réassurances	11,318 05	
Dépenses générales, comptes d'intérêt	13,790 77	
Intérêt de scrip	34,087 00	
		292,475 12
Bénéfice net		\$ 94,069 9
L'actif de la Compagnie est comme suit :		
Effets garantis par hypothèque	\$ 129,304 36	
Primes en voie de perception	66,000 00	
Bons consolidés et bons de la ville	30,450 00	
Placé en actions de la Compagnie du Gaz	27,300 00	
Placé en actions de la Compagnie de Chemin de Fer de la ville	2,000 00	
Scrips de compagnies d'assurances mut.	70,730 00	
Compagnie de la Bourse des Négociants	1,000 00	
Propriété foncière	6,000 44	
Compagnie Vallette Dry Dock	10,000 00	
En caisse	37,129 13	
		380,314 17
En moins : Intérêt de scrip, non réclamé	\$ 6,[illegible]	
Intérêt (dû ce mars) sur les scrips non encore payés	34,377 00	
Réclamations non réglées	7,356 00	
		50,[illegible]
		\$ 487,[illegible]

[illegible]

ANNONCES PARISIENNES Publiées par M. H. GAILLARDET,

No 21, rue TRÉVISE, PARIS.

PILULES DE HAUT

Les substances végétales que ce purgatif renferme ont été choisies et combinées d'après la nouvelle méthode dépurative de M. DEHAUT, pour être prises en même temps que les meilleurs aliments et les boissons les plus fortifiantes, ce qui permet à chacun de choisir, pour se purger, le repas et l'heure qui lui conviennent le mieux pour n'être pas gêné dans ses occupations. Ces avantages précieux, constatés en France depuis 20 ans, ont rendu le dégoût et la fatigue que les autres médications occasionnent. Les Pilules Dehaut sont souveraines pour combattre la constipation et tous les maux qui en dépendent.—Comme simple purgatif, ces pilules sont préférables aux autres médicaments, parce que, n'exigeant ni tisane, ni diète, elles peuvent au besoin, les prendre pendant plusieurs jours de suite sans dégoût.—Mais ce purgatif, agréable et surtout dans le traitement d'une foule de maladies chroniques telles que : asthme, catarrhe, dartres, douleurs, [illegible] etc., parce que la bonne nourriture qu'on prend en même temps permet aux organes digestifs de se rapporter sans fatigue, pendant tout le temps de la guérison.

(*Voir la Brochure qui se donne gratuitement.*) Boîtes de 2 fr. 50 c. et de 5 fr. à Paris, chez M. DEHAUT, pharmacien et médecin, rue du faubourg St-Denis, No 147, et Fougera Frères, pharmaciens. A New-York, chez MM. JOHN MILHAU, Broadway, et Fougera, GROS et DEMI GROS, chez M. DUONGÉ, DÉPOTS de nos PILULES sont établis pour la VENTE en GROS, SCHWAB, pharmacien, rue de Chartres ONGÉ, droguiste, M. MAUNSELL & Co, No 21 rue de Chartres, pour le DÉTAIL dans les principales pharmacies de la Nouvelle-Orléans.

Prix : 2 fr. — PAPIER ÉLECTRO-MAGNÉTIQUE DE ROYER PHARMACIEN

Remède Infaillible pour la guérison des Rhumatismes, Douleurs, Rhume, Bronchites, Nerveuses, Lombago, Goutte, Grippes, Palpitation du cœur, Névralgie, Paralysie, Crampes d'estomac, etc.

POMMADE ROYER CONTRE LES HÉMORRHOIDES

Les Fissures de l'Anus et les Gerçures du Sein. Prix : 3 fr. 50 le flacon.

Prix : 2 fr. — POUDRE DIGESTIVE DE ROYER — PEPSINE ET S-CARBONATE DE BISMUTH.

Pour guérir promptement les

Douleurs d'estomac, Dispepsie, Aigreurs, Vapeurs vomissemens, Diarrhées, Fièvres, Digestions difficiles. — Coliques venteuses, Entérites chroniques, Paresse de l'estomac, Chaleurs, Pituites, &c. Prix du flacon 3 fr.

CRÉOSOTE CHLOROFORMÉE

Remède infaillible contre les **MAUX DE DENTS**

Enlève à l'instant la douleur la plus vive, préserve et guérit pour toujours la carie. Prix : 2 francs le flacon.

—Dépôt général chez M. ROYER, pharmacien, rue St-Martin, 225, à Paris.— A New-York, chez J. Milhau et Cie : Broadway ; Nile-Orléans, MM. Maunsell et Bogel, droguistes, rue de Chartres ; Havane, Serra et Cie., Fernandez et Cie. ; L. Reverend, J. Royes ; à Matanzas, Genouillac ; à Santiago, Julio Trenard.

PASTILLES ET POUDRE DU Dr BELLOC

Le rapport approuvé par l'Académie de médecine, constate que les personnes atteintes de maladies de l'estomac et des intestins ont vu, en quelques jours, les douleurs les plus vives cesser complètement par l'usage de ce charbon végétal. Il guérit aussi la constipation et est recommandé, en raison de ses propriétés absorbantes, comme un des plus excellents médicaments contre la cholérine.

DÉPOT

A la Nouvelle-Orléans, chez M. DUCONGÉ, droguiste et MM. MAUNSELL & CIE, droguistes. — A New York chez M. J. MILHAU & CIE, pharmaciens, et E. FOUGERA, droguiste.

VIN DE QUINIUM D'ALFRED LABARRAQUE

Ce vin dont la composition est garantie constante est sans contredit la meilleure des préparations de quinquina. Il a une grande valeur surtout dans les pays chauds comme tonique et réparateur pour prévenir ou guérir les fièvres. Il agit d'une façon remarquable sur les convalescents en hâtant leur rétablissement. La dose ordinaire est de un ou deux petits verres avant les repas. Exiger sur l'étiquette la signature *Alfred Labarraque*.

DÉPOT

A la Nouvelle-Orléans, chez M. DUCONGÉ, droguiste et MM MAUNSELL & CIE, droguistes. — A New York chez M. J. MILHAU & CIE, pharmaciens, et E. FOUGERA, droguiste.

PERLES D'ETHER DU Dr CLERTAN

Prises à la dose de 2 à 3 dans une cuillerée d'eau, elles dissipent, *le plus souvent en quelques minutes*, les maux d'estomac, migraines et névralgies.

DÉPOT

A la *Nouvelle-Orléans*, chez M. DUCONGÉ, droguiste et MM MAUNSELL ET CIE, droguistes. — *A New-York*, chez M. J. MILHAU ET CIE, pharmaciens, et *E. Fougera*, droguiste.

Compagnie d'Assurance Mutuelle des Marchands.

TREIZIEME ETAT ANNUEL.

CONFORMÉMENT à sa charte, la Compagnie publie l'État suivant de ses affaires :

Montant des primes reçues pendant l'année expirée le 31 mai 1867, y compris les primes non expirées de l'année précédente :		
Sur les risques d'incendie	\$895,910 49	
Sur les risques de rivière	200,368 05	
Sur les risques de mer	337,201 32	
Total des primes		\$1,433,479 86
En moins.—Primes sur risques non expirés le 31 mai 1867	\$224,182	
Primes remboursées	25,955 29	250 137 29
Montant net des primes le 31 mai 1867		\$1,183,342 57
Pertes payées pendant l'année :		
Sur les risques d'incendie	\$311 229 89	
Sur les risques de rivières	199,719 43	
Sur les risques de mer	278,677 60	
	\$789,576 92	
Taxes	53,650 57	
Réassurances.—Dépenses ; profits, pertes, moins intérêts	83,302 44	\$926,533 93
Bénéfice net		\$256,818 64
L'actif de la Compagnie est comme suit :		
Propriétés foncières	\$159,617 87	
Billets garantis par hypothèques	581,980 18	
Billets garantis par nantissement	100,007 40	
En caisse	74,750 32	
Actions de banques et de chemin de fer	142,735	
Primes en voie de perception	95,629 88	
Bons de la Ville	59,639	
Effets à recevoir	113,891 78	
Scrips de Compagnies d'Assurances	36,715	
Actions du Dry Dock Vallette	15,000	
Actions de la "Levee Steam"	5,000	
Actions de "Marine Dry Dock"	2,950	
Actions du "Merchants Exchange"	1,000	
Actions du "Lightering Wrecking Co"	1,000	
Bons de l'Etat	1,500	
Total		\$1,408,416 43
En moins :		
Intérêts non réclamés, et intérêts à payer en juillet prochain	\$35,264 12	
30 pour cent sur le capital du scrip de 1859, payable en juillet	59,548 50	
Primes sur risques non terminés le 31 mai 1867	224,182	\$378,994 2
Actif net		\$1,027,421 81

Le tableau ci-dessus est une copie exacte des livres de la Compagnie.

PAUL FOURCHY, Secrétaire.
JOHN PEMBERTON, Président.

ETAT DE LA LOUISIANE, Paroisse d'Orléans, Ville de la Nouvelle-Orléans.

Assermenté et signé pardevant moi, ce 6 juin 1867.
PAUL W. COLLENS, Troisième Juge de Paix.

A une Assemblée des Directeurs tenue le 6 juin 1867, il a été résolu de déclarer un dividende en scrip de Vingt pour Cent sur les primes nettes de l'année pour lesquelles des certificats de scrip seront émis le premier lundi prochain. Il a été aussi résolu de payer, le Second Lundi de Juillet prochain, TRENTE POUR CENT SUR LE CAPITAL DU SCRIP DE 1859 et Six pour Cent d'Intérêts sur tous les scrips émis par la Compagnie.

— Directeurs. —

John Pemberton,	M. Puig,
Chs. Seagry,	David McCoard,
Pierre Poutz,	P. Maspero,
B Q Reif,	L. T. Generes,
J. J. Fernandez,	J. Morgan Hall,
E. Dupasseur.	7 juin—30

COMPAGNIE d'Assurance Mutuelle des Citoyens

DIXIEME ETAT ANNUEL.

CONFORMÉMENT à sa charte, la Compagnie publie l'état suivant de ses affaires :

Total des primes pour l'année expirée le 30 novembre 1866		\$386 315 35
Primes d'incendie	\$ 281,423 94	
Primes de mer	56,218 61	
Primes de rivière	56,673 76	386,315 35
Moins les risques non terminés	\$ 47,946 00	
Primes remboursées	2,542 06	50,488 06
Montant net des primes		\$335,427 29
Pertes payées :		
Pertes par l'incendie	\$102,194 98	
Pertes maritimes	104,111 72	
Pertes sur rivières	18,047 23	
	\$224,353 93	
Réassurances	10,482 11	
Ristournes de vingt et vingt-cinq pour cent	34,019 74	
Dépenses, taxes, profits et pertes, intérêt sur scrip	31,361 31	296 116 84
Bénéfice net		\$ 39,710 85
Montant net des primes le 30 nov. 1866		\$335,427 29
Moins—montant des primes sur lesquelles il a été remboursé vingt et vingt-cinq pour cent		176,666
Montant participant au bénéfice		\$148,761
L'actif de la Compagnie est comme suit :		
Billets à recevoir	\$ 36,199 37	
Primes en voie de perception	110,987 06	
Placé en actions de banques	71,900 00	
Prêts sur garanties	32,427 70	
Prêts sur hypothèques	72,287 43	
Placé en bons de la ville	9,350 00	
Placé en scrip de compagnies d'assurance	58,052 00	
En caisse	35,568 30	
		\$ 546,772 20

Le tableau qui précède est une copie exacte des livres de la Compagnie.

O GAILLARD, Président.

H CASTAREDE, Secrétaire.

ETAT DE LA LOUISIANE.

Paroisse d'Orléans, ville de la Nouvelle Orléans.

Assermenté et signé pardevant moi, ce 17 décembre 1866.

PAUL W COLLENS, Troisième Juge de Paix.

Les Directeurs ont résolu de déclarer un dividende en scrip de vingt-cinq pour cent sur le montant net des primes participant au bénéfice pour l'année expirée le 30 novembre 1866 dividende pour lequel il sera émis des certificats à partir du deuxième lundi de février prochain. Ils ont de plus résolu de payer six pour cent sur les certificats de scrip non encore payés, à partir du deuxième lundi de février 1867.

DIRECTEURS :

J. Lorber,	A. Miltenberger,
A. Verlois De Gray,	J. Lemore,
Jhon Gauche,	L. Grand,
Jos. A. White,	T. Avendano,
O. Gaillard,	A. H. D'Mesa,
J. A. Stouse,	F. Mathon,
	A. Bidault.

Bureau, rue Carondelet, No 3.

1v—1an

Compagnie d'Assurance Mutuelle du Sun.

Bureau de la Compagnie d'Assurance Mutuelle du Sun, Nlle-Orléans, Rue du Camp, No. 61.

ONZIEME ETAT ANNUEL.

De la Compagnie d'Assurance Mutuelle du Sun, de la Nlle-Orléans, pour l'Année expirée le 31 Décembre 1866.

Montant de primes pour l'année expirée le 31 Décembre 1866, savoir :		
Sur les risques d'incendie	\$ 281,333 30	
Sur les risques de mer	83,106 68	
Sur les risques de rivières	295,064 48	
	\$659,481 44	
Risques non expirés le 31 déc.	63,343 00	\$ 722,824 44
A déduire :		
Risques non expirés le 31 déc. '66	66,885 00	
Primes remboursées le 31 déc. '66	4,597 16	71,482 16
Montant net des primes le 31 déc. '66		\$651,342 28
Pertes payées dans la même période :		
Sur les risques d'inc.	\$ 66,277 15	
Sur les risques de mer	49 519 49	
Sur les risques de riv.	208,121 68	323,918 32
Réassurances		4,267 96
Quinze, vingt et vingt-cinq pour cent d'escompte de primes		103,399 61
Montant réservé pour pertes non réglées		69,800 00
Dépenses, taxes, profits et pertes escompte et intérêt en moins		89,997 62
		586,583 45
Bénéfice net		\$64,756 83
Montant net des primes		\$621,342 28
En moins—montant des primes sur lesquelles il a été remboursé quinze, vingt et vingt-cinq pour cent		492,003 14
Montant net des primes participant au bénéfice		\$129,33[illegible]
L'actif de la Compagnie est comme suit :		
Placé en bons de la ville et de l'Etat évalués à	\$ 430,200 00	
Placé en actions de banques et du gaz	173,691 00	
Prêté sur gage	38,300 00	
Prêté sur hypothèque	26,200 00	
Effets	38,[illegible]	
Primes dues et en voie de perception	41,063 61	
Scrip d'autres Compagnies d'Assurance	14,105 00	
Bons n'ayant pas cours	5,799 00	
En caisse	276,648 62	
		\$1,056,773 56

Le tableau qui précède est une copie exacte tirée des livres de la Compagnie.

THOMAS SLOO, Président.

THOS. ANDERSON, Secrétaire.

ETAT DE LA LOUISIANE.

Paroisse d'Orléans, ville de la Nouvelle-Orléans.

Assermenté et signé pardevant moi, ce 16 janvier 1867.

G. H. BRAUGHN, Deuxième Juge de Paix de la Paroisse d'Orléans.

Les Directeurs ont résolu de payer six pour cent d'intérêt sur les certificats de profit non encore payés, à partir du 11 février prochain, et de rembourser à partir de [illegible] CINQUANTE POUR CENT [illegible] CINQUANTE POUR CENT [illegible]

THOMAS SLOO, Président.
JOHN G. GAINES, Vice-président.
THOS. ANDERSON, Secrétaire.

DIRECTEURS. [illegible]

VENTES A L'ENCAN.

BRADY & FREEMAN vs. J. W. BARCLAY

CINQUIEME COUR DE DISTRICT de la Nouvelle-Orléans—No [illegible]—En vertu d'un writ de saisie et vente à moi adressé par l'Honorable Cinquième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai le VENDREDI vingt-six de juillet 1867, midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de la propriété décrite comme suit :

Un certain terrain situé au bourg Duverger, sur la rive droite du fleuve Mississippi, en cette paroisse, ayant mesure américaine, quarante-deux pieds six pouces de face à la rue Jackson sur cent vingt sept pieds dix pouces et une ligne de profondeur, entre lignes parallèles. Ledit portion [illegible] de la totalité du terrain désigné par le No Trois de l'îlet No Trente-neuf compris entre les rues Jackson, Madison, Monroe et Monroe, suivant plan dressé par A. D'Hémécourt, arpenteur, le 10 de septembre 1855 et déposé en l'étude de Louis T. Caire, alors notaire en cette ville, sous le No 191 au Livre de Plans No 3 (Bis), mesurant, mesure américaine, trente et un pieds onze pouces cinq lignes de face à la dite rue Jackson, sur cent vingt-sept pieds dix pouces et une ligne de profondeur, et d'une portion du terrain No Deux, contigu audit terrain No Trois mesurant dix pieds six pouces et sept lignes de face à la dite rue Jackson sur cent vingt-sept pieds dix pouces et une ligne de profondeur.

Ensemble avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent et tous les droits, privilèges, servitudes et avantages y attachés et y appartenant.

Saisie dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Cette vente étant la seconde et dernière la dite propriété sera définitivement adjugée au plus offrant et dernier enchérisseur, pour le prix qui en sera offert, à douze mois de crédit, l'acquéreur fournira son bon en obligation, avec caution bonne et solvable, portant intérêt au taux de huit pour cent l'an de la date et hypothèque spéciale sur la propriété vendue jusqu'à parfait paiement.

Le dit acquéreur paiera au comptant, et ce en déduction du prix d'adjudication, les frais d'annonces, du shérif et du greffier, s'élevant à la somme de \$216 00 cents, ou environ, ainsi que le montant des taxes d'Etat, de Paroisse et de Ville.

HARRY T. HAYS, Shérif de la Paroisse d'Orléans.

9 juil—13 17 22 26

SUCCESSION DE P. E. A. MALLARD. —No 13,888—

Vente, à l'encan, de la moitié indivise de onze terrains, situés près la rue du Canal, dans l'îlet compris entre les rues Jackson (maintenant Gasquet), Palmyre, Clara et Génois.

PAR PALFREY & HILL, H. W. PALFREY, JR, encanteur

Bureau, rue Carondelet, No 55.

IL sera vendu, SAMEDI, 3 août 1867, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, en vertu de et conformément à un ordre de l'Honorable Deuxième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, signé le 14 juin 1867, les propriétés foncières ci-après décrites et appartenant à la succession de P. E. A. Mallard, décédé, savoir :

La moitié indivise de onze terrains situés dans le Premier District de cette ville, dans l'îlet compris entre les rues Jackson (maintenant Gasquet), Palmyre et Génois. Les dits terrains sont désignés par les numéros 1, 2, 3, 4, 18, 19, 20, 21, 22, 23 et 24 sur un plan dressé par Geo. T. Dunbar, daté du 12 décembre 1848 et déposé à l'étude de Jules Mossy, ancien notaire de cette ville, et sur un plan figuratif déposé à l'étude de R. Brenan, ancien notaire de cette ville.

Le terrain No 1 forme l'angle des rues Jackson (maintenant Gasquet), et Génois ; il a 33 pieds 6 pouces de face à la rue Jackson, sur 108 pieds de profondeur et façade à la rue Génois.

Les terrains Nos 2, 3 et 4 se touchent ; ils ont chacun 30 pieds de face à la rue Jackson ou Gasquet, sur 108 pieds de profondeur, entre lignes parallèles. Le terrain No 21 forme l'angle des rues Palmyre et Génois, et a 33 pieds 6 pouces de face à la rue Palmyre, sur une profondeur et façade, sur la rue Génois, de 108 pieds. Les terrains Nos 18, 19 et 20 se touchent ; ils ont chacun 30 pieds de face à la rue Palmyre, sur une profondeur de 108 pieds, entre lignes parallèles. Les terrains Nos 22, 23 et 24 se touchent ; ils ont chacun 34 pieds 6 pouces 6 lignes de face à la rue Génois, sur une profondeur de 138 pieds 6 pouces et 4 lignes, entre lignes parallèles. Le tout au pied français.

La proximité de ces propriétés à la rue du Canal en fait un bon placement. La vente se fera en terrains au gré des acheteurs.

Les plans sont à la Bourse.

Conditions—comptant, en billets du Trésor des Etats Unis.

Les actes de vente, y compris les timbres de Revenu intérieur des Etats-Unis, pardevant Geo. W. Christy, notaire public, aux frais des acquéreurs.

27 juin—27—13 juillet—3 août

John H. Carter vs Mary Jane Laws, épouse de Francis T. Keeler.

CINQUIEME COUR DE DISTRICT de la Nlle-Orléans—No 17,728—En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'Honorable Cinquième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai le MARDI six août 1867, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de la propriété dont description suit :

Un certain terrain situé dans le Troisième District de cette ville et faisant partie d'une grande étendue de terre connue autrefois sous le nom de propriété Kerulon et désigné par le numéro Un de l'îlet numéro Sept suivant plan de J. A. D'Hémécourt, arpenteur, et déposé en l'étude de Lucien Hermann, ci-devant notaire public en cette ville.

Le dit terrain est situé dans l'îlet compris entre les rues Lapeyrouse, Dupré, Ousaga et le Chemin de Gentilly, et mesure, mesure anglaise, cinquante pieds sept pouces deux lignes de face au Chemin de Gentilly, vingt pieds de largeur derrière, quatre-vingt-seize pieds onze pouces sept lignes de face à la rue Ousaga dont il forme l'angle et deux cent vingt pieds de profondeur du côté opposé.

Ensemble avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent.

Cette propriété appartient à la défenderesse au moyen de l'acquisition qu'elle en a faite de Hugh Robinson, suivant acte au rapport d'Edouard Barnett, notaire public en cette ville, en date du 10 juin 1857.

Saisie dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—comptant, au moment de l'adjudication.

HARRY T. HAYS, Shérif de la paroisse d'Orléans.

6 juil—15 25 30 août 6

S. McCONNELL vs M. W. WETMORE.

SIXIEME COUR de District de la Nouvelle-Orléans—No 19,686—En vertu d'un writ de saisie et vente à moi adressé par l'Honorable Sixième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai le MARDI vingt-trois juillet 1867, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de la propriété dont description suit—

L'îlet numéro quatre-vingt-six, borné par les rues Van Buren, Euphrosine, Tronsene et Vénus, contenant vingt terrains, Nos 1 à 20 inclusivement.

L'îlet numéro cent, borné par les rues Troisième, Euphrosine, Vénus et Dryades, contenant vingt quatre terrains, Nos. 1 à 24 inclusivement.

L'îlet numéro cent-huit borné par Avenue St Jean, les rues Agiald, Vinet et le chemin du "Tarupike Road," contenant quatre terrains, Nos 1 à 15 inclusivement.

L'îlet numéro seize borné par les rues Salcedo, de la Douane, Bienville et Gay, se contenant vingt terrains Nos. 1 à 20.—Conformément au plan dressé par Louis Surgi, arpenteur, daté du 23 février 1849 et déposé en l'étude de O. H. Perry, ci-devant notaire public en cette ville, le 8 mai 1850.

L'îlet numéro douze, borné par les rues Lopez, Conti Salcedo et le canal Carondelet contenant six terrains, Nos 1 à 6 inclusivement.

Ensemble avec tous les droits privilèges servitudes et avantages y attachés et y appartenant.

Cette propriété appartient au défendeur au moyen de l'acquisition qu'il en a faite du demandeur suivant acte au rapport d'Edouard Barnett, notaire public en cette ville, en date du 13 avril 1866.

Saisie dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Cette vente étant la seconde et dernière, la dite propriété sera définitivement adjugée au plus offrant et dernier enchérisseur, pour le prix qui en sera offert à douze mois de crédit, l'acquéreur fournira son bon en obligation, avec caution bonne et solvable, portant intérêt au taux de huit pour cent l'an de la date et hypothèque spéciale sur la propriété vendue jusqu'à parfait paiement.

Ledit acquéreur paiera au comptant, et ce en déduction du prix d'adjudication, les frais d'annonces du shérif, du greffier, etc., ainsi que le montant des taxes d'Etat, de paroisse et de ville.

HARRY T. HAYS, Shérif de la paroisse d'Orléans.

6 juillet—6 10 15,19,23

AUSTIN THORPE & CO. vs. ROCHA, BECKER & CO (J. A. DA ROCHA, J. G. BECKER & WM. H. AMES.

BUTLER & PITKIN vs les mêmes.

WRIGHT BRINKERHOFF vs. les mêmes.

QUATRIEME COUR de District de la Nouvelle-Orléans—No 17,857, 18,570 et 18571—En vertu de trois writs de fieri facias à moi adressés par l'Honorable Quatrième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans les affaires ci-dessus, je procéderai le SAMEDI vingt-sept de juillet 1867, à 10 heures A. M. sur les lieux ci-après désignés, à la vente publique et adjudication de—

L'installation du magasin situé au No. 147, rue du Canal, Deuxième District de cette ville, suivant inventaire déposé en mon bureau pour recours.

Saisie dans les affaires ci-dessus.

Conditions—Comptant, au moment de l'adjudication.

HARRY T. HAYS, Shérif de la Paroisse d'Orléans.

18 juillet—16,19,22,25,27

J. L. STERRY vs FELLOWES & CO.

SIXIEME COUR DE DISTRICT de la Nouvelle-Orléans — No 11,216 — En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'Honorable Sixième Cour de District de la Nouvelle-Orléans dans l'affaire ci-dessus, je procéderai, le SAMEDI vingt-sept de juillet 1867, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de—

Tous les droits, titres et intérêt des défendeurs à Soixante Treize Actions du fonds capital de la Banque des Marchands.

Saisie dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—comptant, au moment de l'adjudication.

HARRY T. HAYS, Shérif de la paroisse d'Orléans.

16 juil—19 22 24 27

La Dame R. M. PIKE, Ex. vs W. P. WILLIAMSON.

CINQUIEME COUR de District de la Nouvelle-Orléans, No 17,312—En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'Honorable Cinquième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai le LUNDI, vingt-deux de juillet 1867, à dix heures A. M., à mon entrepôt, No 23 rue Jefferson, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de—

Un lot de meubles et d'effets suivant inventaire déposé en mon bureau pour recours.

Saisis dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant au moment de l'adjudication.

HARRY T. HAYS, Shérif de la Paroisse d'Orléans.

11 juil—13, 16, 19, 22

NANCY JEANNE BARRETT & WM. B BARRETT vs. WM. KREKENBERG.

QUATRIEME COUR de District de la Nouvelle-Orléans—No 13,654—En vertu d'un writ de fieri facias contre Wm. Martin, à moi adressé par l'Honorable Quatrième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai, le SAMEDI dix-sept d'août 1867, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de la propriété dont description suit—

1o—Un certain terrain situé dans le Premier District de cette ville, dans l'îlet ou triangle borné par les rues Poydras, Julie et Broad, désigné par le numéro Trois, d'après un croquis annexé à un acte au rapport de Wm. Shannon, notaire public en cette ville, en date du 5 mars 1858, portant vente par Cornelius C. Beard à M. Schul.

Le dit terrain mesure deux cent trente-sept pieds deux pouces sept lignes de face à la rue Julie, deux cent quarante-huit pieds cinq pouces de face à la rue Poydras, quarante-huit pieds huit pouces deux lignes ou à peu près sur la ligne limitrophe des numéros Un et Deux du dit îlet.

Ensemble avec les améliorations qui s'y trouvent.

Cette propriété appartient au défendeur Wm. Martin, au moyen de l'acquisition qu'il en a faite de Cornelius C. Beard suivant acte au rapport du dit notaire Wm. Shannon, en date du 5 mars 1858.

2o—Un terrain situé dans le Premier District de cette ville, dans l'îlet borné par les rues Poydras, Broad et Julie, désigné par le No Un, suivant plan de Buisson, voyer, daté du 18 février 1850 et mesurant quarante-quatre pieds dix pouces et quatre lignes de face à la rue Broad, deux cent deux pieds huit pouces une ligne de face à la rue Poydras, vingt-quatre pieds de face sur une ligne sur la ligne limitrophe du numéro Trois, deux cent deux pieds quatre pouces de face à la ligne limitrophe du numéro Un.

Ce terrain appartient au défendeur Wm. Martin au moyen de l'acquisition qu'il en a faite de F. S. de Chaval, suivant acte au rapport de M. Gernon, notaire public en cette ville, en date du 28 mai 1856.

3o—Un certain terrain situé dans le Premier District de cette ville, dans l'îlet ou triangle borné par les rues Poydras, Julie et Broad, et désigné par le numéro Un, suivant croquis annexé à un acte au rapport de Wm. Shannon, notaire public en cette ville, en date du 15 mars 1856, portant vente par C. C. Beard à M. Schul.

Le dit terrain mesure quatre pieds dix pouces de face sur la rue Broad, sur une profondeur et façade à la rue Julie de deux cents pieds, [illegible] sur la ligne limitrophe du numéro Un, une profondeur [illegible] quatre pouces et sept lignes et de deux cent un pieds quatre pouces sur une largeur derrière de vingt-quatre pieds quatre pouces [illegible] sur la ligne.

Ensemble avec les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent.

Cette propriété appartient au défendeur Wm. Martin, au moyen de l'acquisition qu'il en a faite de Michel Kahn, suivant acte au rapport de M. Gernon, notaire public en cette ville, en date du 6 octobre 1858.

Saisie dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant au moment de l'adjudication.

HARRY T. HAYS, Shérif de la paroisse d'Orléans.

17 juillet—17,26—août 3,9,17

George Derrance vs. Jerome Bradley et als. William Holland et als. vs. la goëlette "Edith Brown" et als.

QUATRIEME COUR DE DISTRICT de la Nouvelle-Orléans—Nos 17,833 et 19,084—En vertu de deux writs de fieri facias, à moi adressés par l'Honorable Quatrième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans les affaires ci-dessus, je procéderai le SAMEDI, dix août 1867, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de—

La goëlette "Edith Brown", ses voiles, [illegible] dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—comptant, au moment de l'adjudication.

HARRY T. HAYS, Shérif de la Paroisse d'Orléans.

9 juil—13, 20,—août 3, 10

Vente par le shérif de la paroisse d'Orléans, à l'effet d'opérer un partage.

La Dame MARIE ANNA SABIER, épouse de CLAUDE TRAVERS vs. JULES B. SABIER et als (Action en partage.)

DEUXIEME COUR DE DISTRICT de la Nouvelle-Orléans—No 20,507—En vertu d'un jugement rendu le 24 mai 1867 et signé le 29 du même mois et an, à moi adressé par l'Honorable Deuxième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai le MARDI, 30 de juillet 1867, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à l'effet d'opérer un partage, à la vente publique et adjudication de—

Deux certains terrains contigus situés dans le Premier District de cette ville, dans l'îlet borné par les rues Julia, Baronne, St-Joseph et Carondelet.

Les dits terrains sont désignés par les lettres A & B, suivant plan dressé par Chs. A. de Armas, arpenteur et ingénieur, daté du 23 de juin 1867, et déposé au greffe de la Cour susdite, mesurant chacun vingt deux pieds sept pouces et quatre 4/5 lignes de face à la rue Julie, sur cent six pieds de profondeur.—Ensemble avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent.

Conditions—Un tiers du prix payable comptant, et la balance à un et deux ans de crédit, en billets divisés par coupons, à la convenance des héritiers, portant intérêt au taux de six pour cent l'an de la date avec privilège de vendeur et hypothèque spéciale sur la propriété vendue jusqu'à parfait paiement.

La propriété devra être assurée et la police transférée aux vendeurs.

HARRY T. HAYS, Shérif de la Paroisse d'Orléans.

29 juin—29 ; 9, 16, 24, 30 juil.

HENRY LARQUIE, DANIEL MORIARTY, subrogé vs. JULES BENIT.

SIXIEME COUR DE DISTRICT de la Nouvelle-Orléans—No 16 836—En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'Honorable Sixième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai, le MARDI, six d'août 1867, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de la propriété dont description suit :

Deux certains terrains contigus situés dans le Premier District de la Nouv-lle-Orléans, dans l'îlet borné par les rues St-Paul, aujourd'hui Liberty, Hévia, aujourd'hui Lafayette, Gironde, aujourd'hui Howard, et Poydras ; les dits terrains sont désignés par les numéros UN et DEUX de l'îlet numéro TRENTE-DEUX, suivant plan dressé par A. de Armas, architecte, le 24 mars 1851 et déposé au l'étude de A. Mazureau, notaire public en cette ville, pour recours, et mesurant chacun trente-six pieds de face à la rue St. Paul, aujourd'hui Liberty, sur une profondeur de cent sept pieds, entre lignes parallèles.

Ensemble avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent et tous les droits, privilèges, servitudes et avantages y attachés et y appartenant.

Cette propriété appartient au défendeur au moyen de l'acquisition qu'il en a faite de Victor Benit, suivant acte au rapport de J. Emile Jarreau, notaire public en cette ville, en date du 26 mars 1856.

Saisie dans l'affaire ci-dessus.

Conditions comptant au moment de l'adjudication.

HARRY T. HAYS, Shérif de la Paroisse d'Orléans.

6 juillet—6 15 23 30—août 6

Vente par le shérif de la paroisse d'Orléans, à l'effet d'opérer un partage.

B Antognini vs. Louis Hereuard.

SIXIEME COUR de District de la Nouvelle-Orléans, No 19 057 — En vertu d'un jugement rendu le 3 de juin et signé le 13 de juin 1867 et à moi adressé par l'Honorable Sixième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus je procéderai le LUNDI, vingt-neuf de juillet 1867, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à l'effet d'opérer un partage, à la vente publique et adjudication de—

Un terrain situé au faubourg Washington, dans le Troisième District de cette ville, dans l'îlet numéro dix et désigné par le numéro neuf, mesurant cinquante-trois pieds trois pouces de face à la rue Lesseps, sur une profondeur de [illegible].

Conditions—Comptant, au moment de l'adjudication.

HARRY T. HAYS, Shérif, de la Paroisse d'Orléans.

29 juin—8,16 24 29 juillet

J. B. LIPPINCOTT & Co. vs THOS. L. WHITE.

CINQUIEME Cour de District de la Nouvelle-Orléans, No 17,780—En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'Honorable Cinquième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai le MERCREDI trente et un juillet 1867, à 10 heures A. M., sur les lieux, ci-après désignés, à la vente publique et adjudication de—

Le contenu d'un magasin de livres et de fournitures de bureau, situé au No 52 rue du Camp dans le Premier District de cette ville, suivant inventaire, déposé en mon bureau pour recours.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant au moment de l'adjudication.

HARRY T. HAYS, Shérif de la Paroisse d'Orléans.

19 juillet—22,25 29 31

SUCCESSION DE JACOB S. SOLIS.

Vente importante—31 terrains situés dans un quartier destiné à être un des plus beaux de la ville, à un îlet du marché Keller et à proximité de plusieurs chemins de fer de la ville et des dépôts du chemin de fer de Jackson

PAR ALFRED BOULIGNY, Encanteur. Bureau, rue Carondelet, No 20.

IL sera vendu à l'encan JEUDI, le 25 juillet 1867 à la Bourse des Négociants et Encanteurs, rue Royale entre les rues Canal et Douane, en vertu et conformément à un ordre de l'honorable J. W. Thomas, juge de la Seconde Cour de District de la Nouvelle-Orléans, en date du 6 juin 1867 No. 28918, les propriétés suivantes, situées dans le quatrième district de cette ville, appartenant à la succession de Jacob S. Solis :

Vingt deux terrains dans l'îlet No 206 borné par les rues Solis, (maintenant Locust,) Jacob, (maintenant Freret,) Jackson et Joséphine, et désignés par les numéros 1 à 22 inclusivement.

No 1—Le lot No 1 formant l'encoignure des rues Jackson et Jacob (ou Freret) mesurant 30 pieds 9 pouces 4 lignes de face à la rue Jackson sur 129 pieds 4 pouces 1 ligne de profondeur et façade à la rue Jacob (ou Freret)

No 2—Les lots Nos. 2 et 3 mesurent chacun 30 pieds 9 pouces 4 lignes de face à la rue Jackson sur 129 pieds 4 pouces 1 ligne de profondeur

No 3—Les numéros 4, 5 et 6 mesurent chacun 30 pieds 9 pouces 1 lignes de face à la rue Jackson sur 129 pieds 4 pouces 1 ligne de profondeur

No 4—Les lots 7 8 et 9 mesurent chacun 30 pieds 9 pouces 4 lignes de face à la rue Jackson sur 129 pieds 4 pouces 1 ligne de profondeur.—Le lot No 9 forme l'encoignure des rues Jackson et Solis (ou Locust).

No 5—Le lot No 10 mesure 30 pieds 7 lignes de face à la rue Jacob (ou Freret) sur 138 pieds 6 pouces 4½ lignes de profondeur

No 6—Le lot No 11 mesure 30 pieds de face à la rue Solis (ou Locust) sur 138 pieds 6 pouces 4½ lignes de profondeur.

No 7—Le lot No 12 mesure 30 pieds 7 lignes de face à la rue Jacob (ou Freret) sur 138 pieds 6 pouces 4½ lignes de profondeur.

No 8—Le lot No 13 mesure 30 pieds de face à la rue Solis (ou Locust) sur 138 pieds 6 pouces 4½ lignes.

No 9—Les lots Nos 14 15 et 16 mesurent chacun 30 pieds 9 pouces 4 lignes de face à la rue Joséphine sur 129 pieds 4 pouces 1 ligne de profondeur. Le lot No 14 forme l'encoignure des rues Jacob (ou Freret) et Joséphine.

No 10—Les lots 17, 18 et 19 mesurent chacun 30 pieds 9 pouces 4 lignes de face à la rue Joséphine sur 129 pieds 4 pouces 1 ligne de profondeur

No 11—Les lots Nos 20, 21 et 22 mesurent chacun 30 pieds 9 pouces 4 lignes de face à la rue Joséphine sur 129 pieds 4 pouces 1 ligne de profondeur. Le lot No 22 forme l'encoignure des rues Joséphine et Solis (ou Locust).

Le lot No 25 borné par les rues Solis (ou Locust), Jacob (ou Freret), Joséphine et St Andrew, et désigné par le numéro 25

No 12—Le lot No 23 mesure 31 pieds 9 pouces 7 1/3 lignes de face à la rue St-Andrew sur 150 pieds 9 pouces 4 lignes de profondeur et façade à la rue Jacob (ou Freret) de 150 pieds 9 pouces 4 lignes et par derrière sur la ligne de [illegible]

No 13—Le lot No 24 mesure 31 pieds 9 pouces 7 1/3 lignes de face à la rue St-Andrew sur 150 pieds 7 pouces 5 lignes de profondeur sur la ligne du lot No 23 et 147 pieds 3 pouces 7 1/4 lignes sur la ligne du lot No 25

No 14—Le lot No 25 mesure 30 pieds 9 pouces 7 1/3 lignes de face à la rue Joséphine sur 147 pieds 3 pouces 7 1/4 lignes de profondeur sur la ligne du lot No 24 et 145 pieds 11 pouces 1 2/3 lignes de profondeur sur la ligne du lot No 26.

No 15—Le lot No 26 mesure 30 pieds 9 pouces 6 lignes de face à la rue St Andrew, 30 pieds 9 pouces 8 lignes de face à la rue Joséphine sur 145 pieds 11 pouces 1 2/3 lignes de profondeur sur la ligne du lot No 25 et 144 pieds 8 pouces 3 4 lignes de profondeur sur la ligne du lot No 27.

No 16—Le lot No 27 mesure 30 pieds 8 pouces 6 lignes de face à la rue St-Andrew et 30 pieds 9 pouces 3 lignes de face à la rue Joséphine sur 144 pieds 6 pouces 3/4 lignes sur la ligne du lot No 26 et 143 pieds 1 pouce 6 lignes de profondeur sur la ligne du lot No 28.

No 17—Le lot No 28 mesure 30 pieds 8 pouces 3 lignes de face à la rue St Andrew 30 pieds 9 pouces 3 lignes de face à la rue Joséphine, sur 143 pieds 6 pouces 6 lignes de profondeur sur la ligne du lot No 27 et 141 pieds 9 pouces 3 lignes de profondeur sur la ligne du lot No 29.

No 18—Le lot No 29 mesure 30 pieds 9 pouces 4 lignes de face à la rue St Andrew, 31 pieds 9 pouces 3 lignes de face à la rue Joséphine, sur 141 pieds 9 pouces 4 lignes sur la ligne du lot No 28 et 140 pieds 6 pouces 4 1/2 lignes sur la ligne du lot No 30.

No 19—Le lot No 30 mesure 30 pieds 9 pouces 7 1/3 lignes de face à la rue St Andrew, 30 pieds 9 pouces 4 lignes de face à la rue Joséphine sur 140 pieds 6 pouces 4½ lignes de profondeur sur la ligne du lot No 29 et 138 pieds 11 pouces 4 3/4 lignes sur la ligne du lot No 31.

No 20—Le lot No 31, formant l'encoignure, mesure 30 pieds 9 pouces 7 1/3 ligne de face à la rue St Andrew sur 30 pieds 9 pouces 4 lignes de face à la rue Joséphine, sur 138 pieds 11 pouces 4 3/4 lignes de profondeur sur la ligne du lot No 30 et 137 pieds 6 pouces 7 lignes de profondeur et façade à la rue Solis ou Locust.

Le tout conformément au plan dressé par C A de Armas, ingénieur civil, exposé à la dite Bourse.

TERMES ET CONDITIONS—Un tiers comptant en billets du Trésor des Etats-Unis et la balance à un et deux ans en billets des acquéreurs à leur propre ordre, portant 8 p. 0/0 d'intérêt par an jusqu'à parfait paiement et garantis par hypothèque sur les propriétés vendues, et 5 p. 0/0 honoraires d'avocat, en cas de poursuites pour le recouvrement desdits billets.

Actes de ventes pardevant A. Pitot, Jr., notaire public, aux frais des acquéreurs, y compris les timbres des Etats-Unis

18 juin, 27, 2 août 13, 19, 25 juillet

Succession de Robert C. Armstead, No 18,323.

Vente, à l'encan, de la moitié indivise de onze terrains, situés près la rue du Canal, dans l'îlet compris entre les rues Jackson (maintenant Gasquet), Palmyre, Clark et Génois.

PAR PALFREY & HILL. H. W. PALFREY, Encanteur.

Bureau, rue Carondelet, No 55.

IL sera vendu, SAMEDI 3 août 1867, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs en vertu de et conformément à un ordre de l'Honorable Deuxième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, signé le 18 juin 1867, les propriétés foncières ci-après décrites et appartenant à la succession de Robert C. Armstead, décédé, savoir—

La moitié indivise de Onze Terrains situés dans le Premier District de cette ville, dans l'îlet compris entre les rues Jackson (maintenant Gasquet), Clarke Palmyre et Génois. Lesdits terrains sont désignés par les Nos 1, 2, 3, 4, 18, 19, 20 21, 22, 23 et 24 sur un plan dressé par George T. Dunbar, daté du 12 décembre 1848 et déposé en l'étude de Jules Mossy, ancien notaire de cette ville, et sur un plan figuratif déposé à l'étude de R. Brenan, ancien notaire public de cette ville. Le terrain No 1 forme l'angle des rues Jackson (maintenant Gasquet) et Génois ; il a 33 pieds 6 pouces de face à la rue Jackson, sur 108 pieds de profondeur et façade sur la rue Génois. Les terrains Nos 2, 3 et 4 se touchent ; ils ont chacun 30 pieds de face à la rue Jackson ou Gasquet, sur 108 pieds de profondeur, entre lignes parallèles. Le terrain No 21 forme l'angle des rues Palmyre et Génois ; il a 33 pieds 6 pouces de face à la rue Palmyre, sur une profondeur et façade sur la rue Génois, de 108 pieds. Les terrains Nos 18, 19 et 20 se touchent ; ils ont chacun 30 pieds de face à la rue Palmyre, sur une profondeur de 108 pieds, entre lignes parallèles.

Les terrains Nos 22, 23 et 24 se touchent ; ils ont chacun 34 pieds 6 pouces 6 lignes de face à la rue Génois, sur une profondeur de 138 pieds 6 pouces 4 lignes, entre lignes parallèles—le tout au pied américain.

La proximité de ces propriétés à la terre du Canal en fait un placement certain. La vente se fera en terrains au gré des acheteurs. Voir les plans à la Bourse.

Conditions de la vente—Comptant, en billets du Trésor des Etats-Unis.

Les actes de vente y compris les timbres de Revenu Intérieur des Etats-Unis, pardevant George W. Christy, notaire public, aux frais des acquéreurs.

27 juin—juillet 13—août 3

A. ROCHEREAU & CO. agents vs. F. C. MAHAN. LES MEMES vs. LES MEMES.

SIXIEME COUR DE DISTRICT de la Nlle-Orléans—Nos 19,395 et 19 681—En vertu de deux writs de fieri facias à moi adressés par l'Honorable Sixième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans les affaires ci-dessus, je procéderai le LUNDI, vingt-deux de juillet 1867, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de—

Tous les droits, titres et intérêt du défendeur, à une réclamation en sa faveur au procès intitulé F. C. Mahan vs le bateau à vapeur Olive Branch, le capitaine et les propriétaires, portant le No 18,279 des dossiers de la Troisième Cour de District de la Nouvelle-Orléans. La réclamation ou le procès étant pour la somme de Trois cent vingt-sept piastres (\$327), avec intérêt légal à compter du 18 de novembre 1864 pour prétendu dommage encouru par la détention et l'embarquement d'un lot de pommes. La dite réclamation est aujourd'hui pendante en la Cour Suprême (No 1,390), en appel par Mahan, d'un verdict et d'un jugement contre lui rendus

Et le même jour, à 5 heures P. M., à mon entrepôt, No 23, rue Jefferson, dans le Deuxième District de cette ville—

Les installations, du magasin situé au No 30 rue Front, Premier District de cette ville, marchandises, meubles et effets, suivant inventaire déposé en mon bureau pour recours, ainsi qu'un Piano et un lot de vaisselle.

Saisis dans les affaires ci-dessus.

Conditions—Comptant au moment de l'adjudication.

HARRY T. HAYS. Shérif de la Paroisse d'Orléans.

10 juillet—10,13,16,19.22

S. D. Schuyler vs. Rocha, Becker & Co., J. A. Da Rocha, J. G. Becker & Wm. H. Ames.

TROISIEME COUR DE DISTRICT de la Nouvelle-Orléans. No. 21,813. — En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'Honorable Troisième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai le Samedi 27 de juillet 1867, à 10 heures du matin, sur les lieux ci-après désignés, à la vente publique et adjudication de—

Le terme restant du bail du magasin situé rue du Canal No 147, Deuxième District de cette ville, à raison de cinq cents piastres (\$500 00) par mois, payables à la fin de chaque mois, lequel bail expire le 1er d'octobre 1868

Saisi dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—L'acquéreur paiera le loyer à son échéance comme il est dit plus haut, et la balance du prix d'adjudication, s'il y en avait, comptant au moment de l'adjudication.

HARRY T. HAYS, Shérif de la paroisse d'Orléans.

16 juil—19,22,25

Amaron Ledoux vs. A. A. Jones et al.

Troisième Cour de District de la Nlle-Orléans. No 21,618.

La dame A. Z. Cammack vs. le Dr. A. A. Jones—No 19,564.

QUATRIEME COUR DE DISTRICT de la Nouvelle-Orléans—Par suite d'un consentement signé des parties intéressées dans les affaires ci-dessus, je procéderai le Lundi vingt-neuf de Juillet 1867, à 10 heures A. M., à mon entrepôt No 23 rue Jefferson, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de—

Le fonds et l'installation d'une Pharmacie transportés de la maison située No 21 rue Bastoon pour recours, suivant inventaire déposé en mon bureau pour recours.

Saisis dans les affaires ci-dessus.

Conditions—Comptant, au moment de l'adjudication.

HARRY T. HAYS, Shérif de la Paroisse d'Orléans.

16 juil—19,22,25 29.

L. A. Pradère vs Léonard Nicholas Jahan

QUATRIEME Cour de District de la Nouvelle-Orléans — No 18,162 — En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'Honorable Quatrième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai le LUNDI, vingt-deux de juillet 1867, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de la propriété dont description suit—

Un certain terrain situé au faubourg Tremé, dans le Troisième District de cette ville, désigné par le numéro DIX-HUIT de l'îlet numéro HUIT, lequel est borné par les rues Derbigny, Claiborne, Toulouse et Kerlerec, mesurant vingt-huit pieds six pouces de face à la rue Derbigny, sur une profondeur de cent pieds [illegible] Courier, daté du 5 juin 1847, déposé en l'étude de Joseph Cuvillier, notaire public en cette ville.

Ensemble avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent et tous les droits, privilèges, servitudes et avantages y attachés et y appartenant.

Cette propriété appartient au défendeur au moyen de l'acquisition qu'il en a faite de Théodore F. Devos, suivant acte au rapport de E. O. Gottschalk, notaire public en cette ville, en date du 29 d'août 1859.

Saisie dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—comptant au moment de l'adjudication.

HARRY T. HAYS, Shérif de la paroisse d'Orléans.

20 juin—29 ; juil 6,13,22

AUCTION SALES.

C. E. FORTIER'S SALES.

Valuable Property in the Second District. Succession of Celeste Marigny.

BY CHARLES E. FORTIER, Auctioneer, Office, No. 37 Exchange Alley.

SATURDAY, 20th July, 1867, at 12 o'clock m., will be sold at the Merchants and Auctioneers' Exchange, Royal street, between Canal and Customhouse streets, by virtue of an order from the Honorable the Second District Court of New Orleans, dated June 15th, 1867, the following described property :

A LOT OF GROUND, in the Second District of this city, in the square bounded by Barracks, Hospital, Miro and Galvez streets, measuring 26 feet front on Barracks street by 125 feet in depth, between parallel lines, designated by No 18; together with a frame house, containing four rooms and a gallery, an old kitchen, a cistern and other improvements.

Terms—Cash, in U. S. Treasury notes.

The purchaser to assume payment of taxes for the year 1867.

Act of sale before Octave De Armas, notary public, at the expense of the purchaser, including U. S. Internal Revenue stamps.

je18 29 jy6 13 20

S. GUINAULT'S SALES.

Succession of Sylvestre Nerestans Rabassa.

BY S. GUINAULT, Auctioneer,

Office—Corner Bienville street and Exchange Alley.

TUESDAY, 13th August, 1867, will be sold at 12 o'clock m., at the Merchants and Auctioneers' Exchange, Royal street, between Canal and Customhouse streets, by virtue of an order from the Honorable the Second District Court of New Orleans, dated 5th July, 1867, the following property, to-wit—

A LOT OF GROUND situated in suburb Tremé, Second District of this city, in square bounded by St. Ann, Dauphine, Derbigny and Rampart streets; said lot of ground forming the corner of St. Ann and Derbigny streets, and measuring, French measure, 79 feet 8 inches front on St. Ann street, by 110 feet in depth and fronting on Derbigny street; together with all the buildings and improvements thereon.

Terms—Cash in U. S. currency.

The above property is sold subject to a lease ending 24th September, 1867, at the rate of \$20 per month. The taxes for the running year (1867) as well as the U. S. stamps to be at the cost of the purchaser.

Act of sale before O. Drouet, notary public, at the expense of the purchaser.

jy12 20 27 aug3 13

JUDICIAL SALES.

O. Talamon, Dessommes & Co. vs. R. W. Estlin R. Y. Black and Henry Thornhill.

SIXTH DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS. No. 17,358—By virtue of a writ of fieri facias to me directed by the Honorable the Sixth District Court of New Orleans, in the above entitled cause, I will proceed to sell at public auction, at the Merchants and Auctioneers' Exchange, Royal street, between Canal and Customhouse streets, in the Second District of this city, on SATURDAY, July twentieth, 1867, at 12 o'clock m., the following described property, viz—

A CERTAIN LOT OF GROUND, together with all the buildings and improvements thereon, situated in the First District of this city, in the square bounded by Baronne, Union, Carondelet and Perdido streets, and designated as lot D on a sketch annexed to an act passed before T. Guyol, late a Notary Public in this city, dated the 22d day of April, 1850.

The said lot measures thirty feet eleven inches and three lines front on Union street, one hundred and fifteen feet six inches and four lines in depth on the side towards Baronne street, and thirty feet on the rear, one hundred and thirteen feet seven inches and six lines in depth on the opposite side, with depth the rear line is parallel with Union street, twenty-three feet six inches and 4-6 lines, then runs at a right angle four feet two inches towards Perdido street and three seven feet four inches parallel with Union street, and it strikes the rear point of the side line adjoining lot C. The buildings and improvements comprise a three story brick store, slate roofed, outhouses, &c., No 4 Union street; being the same property acquired by the defendants from Walter O. Robinson, by an act dated October 12th, 1859, before Theodore Guyol, late a Notary Public in this city and recorded in the Conveyance Office in this city, book 79, folio 380.

Seized in the above suit.

Terms—Cash on the spot.

HARRY T. HAYS, Sheriff of the Parish of Orleans.

je19 28 jy6 13 20

The Louisiana Mutual Insurance Company vs. Antonio Costa.

FOURTH DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS—No. 19,579—By virtue of a writ of seizure and sale, to me directed by the Honorable the Fourth District Court of New Orleans, in the above entitled cause, I will proceed to sell at public auction at the Merchants and Auctioneers' Exchange, Royal street, between Canal and Customhouse streets, in the Second District of this city, on SATURDAY, the twenty-seventh day of July, 1867, at 12 o'clock m., the following described property, viz—

1. LOT NO. ONE HUNDRED AND THIRTY-TWO in square Twenty-two, lying, being, and situate on Craps street, between Spain and Mandeville streets, in the Third District of the city of New Orleans, said lot fronting thirty-two feet on Craps street, and running one hundred and sixty feet, together with all the buildings and improvements thereon, acquired by defendant from Joseph A. Diaz, by deed under private signature, dated the 12th May, 1857, registered in the Conveyance office, in book 84, folio 263.

The buildings and improvements comprise a one story frame house, shingle roofed, No. 349 Craps street.

2. A CERTAIN LOT OR PARCEL OF GROUND, situate, lying and being in the Third District of this city, in square No. Fifty, bounded by Prosper, Antony, Bouligny and Annette streets, designated by the No Fifty-five on a plan drawn by John Bruce, architect, on the 21st April 1849, deposited in the records of the office of P. E. Caire, late a notary public in this city, under the No 61 of the plan, Book No 5 ; said lot measuring, in English measure, thirty-one feet eleven lines and five inches front on Prosper street, by a depth of one hundred and sixty feet, together with all the buildings and improvements thereon, acquired by defendant from J. Jos. Lefrane by act before A. Ducatel, late a notary public, dated 17th March 1856, registered in Conveyance office, Book 45, folio 203.

The buildings and improvements comprise frame tenements.

Seized in the above suit.

Terms—Cash on the spot.

HARRY T HAYS, Sheriff of the Parish of Orleans.

je28 jy3 12, 20 27

STATE OF LOUISANA,

PARISH OF ORLEANS.

CITY OF NEW ORLEANS.

BE IT KNOWN, THAT ON THIS TENTH DAY of April, in the year of our Lord one thousand eight hundred and sixty-seven, and of the Independence of the United States of America the ninety-first, before me, WILLIAM JOSEPH CASTELL, a Notary Public in and for the Parish of Orleans, State of Louisiana, duly commissioned and qualified, and in the presence of the witnesses hereinafter named, and undersigned, personally came and appeared

The parties hereinafter named and undersigned, who declared that availing themselves of the provisions of the Statutes of the State of Louisiana relative to the organization of Corporations in this State, they do by these presents form themselves into and constitute a corporation for the objects and under the following stipulations, to wit :

ARTICLE I.

The corporate name of the Association shall be the MISSISSIPPI VALLEY NAVIGATION COMPANY.

ARTICLE II.

The place of business, and legal domicil of this Corporation shall be located in the City of New Orleans.

ARTICLE III.

The object of this Association is to construct and maintain one or more steamboats to run on the Mississippi river and its tributaries for the purpose of carrying Freight and Passengers, and generally to exercise such powers and privileges as are hereby, or may hereafter be conferred on them for the purpose aforesaid.

ARTICLE IV.

The President of the Association is hereby constituted the officer on whom citation may be served.

ARTICLE V.

The capital stock of this corporation is hereby fixed at Five Hundred Thousand Dollars represented by Five Thousand Shares of One Hundred Dollars each. Ten per cent. of each subscription shall be payable at the time of signing, and the remainder shall be paid at the time and in the manner directed by the Board of Directors, provided that not more than ten per cent. of said subscription shall be called for at any one time, and not oftener than once in any thirty days.

ARTICLE VI.

This Association shall go into operation so soon as Fifty Thousand Dollars of the capital stock is subscribed, and immediately thereafter the Stockholders may meet and elect a Board of Directors, to consist of five persons each share to be entitled to one vote, each Stockholder may vote in person or by proxy.

ARTICLE VII.

That in case it should become necessary to place this corporation in a state of liquidation, the same shall be conducted by the Board of Directors then in office, or a like number, who shall represent their Corporation, and whose signature shall be binding on the Company.

ARTICLE VIII.

The Board of Directors as soon as practicable after their election, shall proceed to elect the officers of the Association, which shall consist of a President, a Vice President, Treasurer, Secretary, Superintendent, and such other officers as they may deem necessary, the two first of whom shall be chosen from their own number.

ARTICLE IX.

This Association shall have a corporate seal, the device of which shall be a steamboat and name of the Corporation traced thereon

ARTICLE X.

The term for which this Corporation is formed shall be twenty five years.

ARTICLE XI.

That should any subscriber refuse or neglect to pay punctually his or her installment or installments as the same mature and fall due, interest thereon at the rate of eight per cent. per annum shall be added thereto from maturity until payment, and if any subscriber neglects or refuses to pay his or her installment or installments within thirty days after the specified time of payment the Board of Directors shall have the right of causing any share or shares, upon which any installment may be due to be sold at public auction or otherwise after ten days previous notice thereof by advertisement in one or more newspapers in this city.

ARTICLE XII

This corporation shall adopt such By-Laws hereafter as they may deem proper and necessary not inconsistent with this act.

The parties to this act are

DAVID DE HAVEN
DAVID C. MARTIN,
FRANK BAKER,
THOMAS G. RHETT
JOHN D. STRONG,
JOHN A. A. WEST,
LEE CRANDALL,
A. W. FAULKNER.

This done and passed in my office, at New Orleans aforesaid, the day, month and year first above written, in the presence of Charles E. Lenes and Theodore Renshaw, witnesses of lawful age, domiciliated in this city, who hereunto sign their names with the parties and me, the said Notary, after the reading of these presents.

(Signed) D. DEHAVEN, D. C. MARTIN, F. BAKER, THOS. G. RHETT, A. W. FAULKNER, JOHN D STRONG, JOHN A. A. WEST, LEE CRANDALL, CHAS. E. LENES, THEO. RENSHAW, W. J. CASTELL, Notary Public.

A True Copy,

W. J. CASTELL, Notary Public.

New Orleans, April 10, 1867. apl1 1f

Louisiana Mutual Insurance Co.

THIRTEENTH ANNUAL STATEMENT.

IN conformity with the requirements of their Charter the Company publish the following statement :

Total Premiums for the year ending 28th February, 1867		\$838,130 13
Via—Fire Premiums	\$403,778 83	
Marine Premiums	201,377 22	
River Premiums	232,974 08	
		\$838,130 1
Less Return Premiums	\$ 4,413 10	
Less Unearned Premiums	40,294 00	
		\$ 44,707 10
Net Earned Premiums		\$793,423 03
Losses Paid :		
Fire Losses	\$140,352 80	
Marine Losses	130,989 20	
River Losses	204,175 65	
	\$475,517 35	
Reinsurances	43,364 34	
Expenses, Taxes, Interest, Discount, etc.	56,273 87	
Discount in lieu of Scrip	77,770 36	
		\$653,945 02
Net Profits		\$139,477 11
The Company have the following Assets :		
Invested in Real Estate	\$ 36,250 52	
Invested in Mortgage on Real Estate	65,962 50	
Invested in City and other Bonds	82,230 00	
Invested in Bank and other Stocks	111,055 00	
Invested in Scrip of Insurance Companies	121,727 07	
Loaned on Pledges	22,150 00	
Bills Receivable	34,958 40	
Premiums in course of Collection	161,636 52	
Cash on hand	162,882 31	
		\$738,448 31

The above statement is a just, true and correct transcript from the books of the Company.

CHAS. BRIGGS, President.

J. P. ROUX, Secretary.

STATE OF LOUISIANA.

Parish of Orleans, City of New Orleans.

Sworn to and subscribed before me, this 19th day of March, 1867.

PAUL W. COLLENS, Third Justice of the Peace.

The Board of Trustees have resolved to declare a Scrip Dividend of Thirty per cent. on the net earned participating premiums for the year ending 28th February, 1867, for which certificates will be issued on and after the 1st day of July next.

Six per cent. interest on all outstanding certificates of Scrip will be paid on the second Monday of May, 1867, to the holders thereof or their legal representatives.

CHAS. BRIGGS, President.
ANT. CARRIERE, Vice President.
J. P. ROUX, Secretary.

TRUSTEES :

Charles Briggs,	A. E. Montgomery,
Ant. Carriere,	Chas. Weisner,
Geo. A. Fosdick,	A. Lecourt,
Mason Pilcher,	Frank Williams,
R. Brugier,	Thomas Byrne,
Chas. Lafitte,	John Thornhill,
John S. Maunsell,	W. A. Violett,
P. Anderson,	D. Piaggio,
Alfred Kearny,	Hugh Macdonald,
A. Freriche,	Harlow J. Phelps,
Geo. W. Dunbar,	Wm. H. Pinckard,
E. F. Stockmeyer,	Henry H. Bryan,
Geo. W. Hynson,	John B. Walls,
Arch'd Montgomery,	J. B. Ehlers,
Henry J. Vose,	George Foster,
E. Marquese,	Andrew Stewart,
	L. E. Pothier. mh21

LEGAL NOTICES.

STATE OF LOUISIANA—SIXTH DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS.—The State of Louisiana, to all to whom these presents shall come, greeting :

Whereas, Edward Conway, having purchased at a sale made by the Sheriff of the parish of Orleans, the property hereinafter described, has applied to the Clerk of this Court, to whose office the deed of sale was recorded on the 17th day of June, A. D. 1867, for a monition or advertisement, in conformity to an act of the Legislature of the State of Louisiana, entitled, "An act relative to monitions and mode of proceeding;" approved the fifteenth day of March, 1855.

Now, therefore, know ye, and all persons interested herein are hereby cited and admonished, in the name of the State of Louisiana, and of the Sixth District Court of New Orleans, who can set up any right, title or claim in and to the property hereinafter described, in consequence of any informality in the order, decree or judgment of the Court under which the sale was made, or any irregularity or illegality in the appraisements and advertisements, in time, or manner of sale, or for any other defect whatsoever, to show cause, within thirty days from the day this Monition is first inserted in the public papers, why the sale so made should not be confirmed and homologated.

The said property was sold by the Sheriff of the Parish aforesaid on the 8th day of June, A. D. 1867, by virtue of a decree of this Court, rendered on the 5th day of April, A. D. 1867, in a suit entitled, John Coleman vs a lot of ground, etc., No. 9327 of the docket of this Court, at which sale Edmund Campbell became the purchaser for the price of \$1210 cash.

Description of property, as given in the Judicial Conveyance, viz :

A Certain Portion of Ground, subdivided into four lots situate in the Second District of this city, in the square comprised within Ursulines, Hospital, Rocheblave and Tonti streets, one of said lots forming the corner of Ursulines and Tonti streets, and the others adjoining and fronting on Ursulines street, said lots having in the aggregate a front of one hundred and nine feet two inches and four lines by a depth each of eighty-eight feet four inches and two lines, with the improvements thereon.

By order of the Court,

WM. WOELPER, Clerk.

je22 jy8 20

THE STATE OF LOUISIANA—THIRD DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS.—I hereby certify that on the 15th day of June, 1867, judgment was rendered in this Court in the following entitled suit, in the words and figures following, to wit : No. 23 305—Mary E. Fisher vs George W. Walker—In this case submitted to the Court for adjudication by consent of counsel, the law and the evidence being in favor of plaintiff, it is ordered adjudged and decreed that judgment of a separation of property and a dissolution of the community of acquests and gains heretofore existing between herself and the same is hereby rendered in favor of the plaintiff, Mrs. Mary Elizabeth Fisher, wife of George W. Walker, Jr., and against defendant, George W. Walker, Jr., her husband ; and it is further ordered that the plaintiff recover of the defendant the sum of three thousand five hundred dollars, with legal interest on \$1000 from the 1st day of January, 1855, and on \$2500 from the 1st of January, 1860, until paid and all costs of suit, with the lien and privilege granted by law to married women on the property of their husband and to secure them in their paraphernal and other rights ; and it is further ordered that the plaintiff be and she is hereby authorized and empowered to control, manage and attend her own separate property.

Rendered June 15, 1867

Signed June 20, 1867.

(Signed) E. T. FELLOWES, Judge.

In testimony whereof, I have hereunto set my hand and affixed the seal of the said Court, at the city of New Orleans, on this 20th day of June, in the year of our Lord, one thousand eight hundred and sixty-seven and the 91st year of the Independence of the United States.

J. O. CHALON, Deputy Clerk

je21 jy2 16 23

THE STATE OF LOUISIANA—FIFTH DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS.—I hereby certify that, on the 10th day of June, 1867, judgment was rendered in this Court in the following entitled suit in the words and figures following, to wit : No. 17 710—Marie Margarite Reyff vs. Marie Joseph L. O. Reyff—On motion of J. M. Birhammer of counsel for plaintiff and on introducing due proof in her favor. It is ordered and adjudged that the default herein entered on the 22d May, 1867, be now confirmed and made final, that there be judgment in favor of plaintiff, Mrs. Mary Margarite Reyff, from Beughrecht, wife of Marie Joseph Louis Gabriel Reyff and against defendant the said M. S. L. O. Reyff her husband ; that the community of acquets and gains heretofore existing between said parties be dissolved ; and that plaintiff recover of said defendant the sum of three thousand one hundred and twenty dollars, with legal interest from judicial demand till paid, and costs of suit, with the lien and privilege allowed by law to married women on the estates of their husbands on the property of her said husband. It is further ordered that a fee of fifty dollars, twenty five dollars each, be allowed to A. D. Bernoudy and Theodore Duvert, appointed appraisers the same to be taxed as costs.

Judgment rendered June 10th, 1867.
Judgment signed June 14th, 1867.
(Signed) CHAS LEAUMONT, Judge.

In testimony whereof, I have hereunto set my hand and affixed the seal of the said Court, at the city of New Orleans, on this 1st day of July, in the year of our Lord, one thousand eight hundred and sixty-seven and of the ninety-first year of the Independence of the United States.

A D BERNOUDY, Deputy Clerk.

jy11 18 20 aug

THE STATE OF LOUISIANA—THIRD DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS—I hereby certify that on the 17th day of June, 1867 judgment was rendered in this Court in the following entitled suit, in the words and figures following, to wit : No. 234 53—Maria Pfizer vs. Julius Fitzner—In this case submitted to the Court for adjudication by consent and the evidence being in favor of plaintiff—It is ordered, adjudged and decreed that the judgment of divorce, a vinculo matrimonii, be and the same is hereby rendered in favor of plaintiff Maria Pfizer, and against the defendant, Julius Fitzner, her husband, with all costs.

Judgment rendered June 7th, 1867.
Signed June 21st, 1867.
(Signed) E T FELLOWES, Judge.

In testimony whereof, I have hereunto set my hand and affixed the seal of the said Court, at the city of New Orleans, on this 5th day of July, in the year of our Lord, one thousand eight hundred and sixty seven and the 92d year of the Independence of the United States.

jy10 19 20

J. O. CHALON, Deputy Clerk.

STATE OF LOUISIANA—SECOND DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS—The State of Louisiana, to all whom these presents shall come, greeting :

Whereas, Mistress Mary Orth, widow of Jacob Matz, has purchased at a sale made by G. De Feriet, auctioneer, the property hereinafter described, has applied to the Clerk of this Court, to whose office the deed of sale—passed before A. Ducatel, notary on the 18th June, 1867—was recorded on the 20th day of June A. D. 1867 for a monition or advertisement, in conformity to an Act of the Legislature of the State of Louisiana, entitled "An act relative to monitions and mode of proceeding;" approved the fifteenth day of March, 1855.

Now, therefore, know ye, and all persons interested herein are hereby cited and admonished, in the name of the State of Louisiana, and of the Second District Court of New Orleans who can set up any right, title or claim in and to the property hereinafter described, in consequence of any informality in the order, decree or judgment of the Court under which the sale was made, or any irregularity or illegality in the appraisements and advertisements in time or manner of sale, or for any other defect whatsoever, to show cause, within thirty days from the day this monition is first inserted in the public papers, why the sale so made should not be confirmed and homologated.

The said property was sold by G. De Feriet auctioneer aforesaid, on the twenty-seventh day of April, A. D. 1867 by virtue of an order of this Court, rendered on the twenty-seventh day of February, A. D. 1867 in a suit entitled, Jno Flores et al vs a lot of ground No. Adam and Didin Hector, No. 27,677 of the Docket of this Court, at which sale the said Mrs. Mary Orth, widow of Jacob Matz became the purchaser, for the price of [illegible] as appears from the act of sale passed before the said Ducatel, notary public, on the 18th of June 1867.

Description of property, as given in the judicial conveyance, viz :

A certain LOT OF GROUND together with all the buildings and improvements thereon, rights, ways and privileges thereunto belonging or in anywise appertaining, situated in the Third District of this city, in the square bounded by Mallory, Greatmen, Dauphine and Marigny streets, designated as lot No. [illegible] forming the corner of Marigny and Dauphine streets, and measuring [illegible] feet front on Dauphine street, [illegible] feet front on Marigny street by [illegible] feet in depth.

The aforesaid property being the same which Andrew Fisher purchased from Lazare Doremus, Dalon [illegible], by act before L. Lesbardie, Notary, on the 4th April 1860.

Clerk's office, Second District Court of New Orleans June 30, 1867

jel y 1 27

P. R. O'RORKE, Clerk.

A. Raveiet vs. His Creditors and the Creditors of C. Raveiet & Son.—No 21212

THIRD DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS—Notice is hereby given to the creditors of [illegible] to show cause within ten days from the present notification, if any they have, why the account [illegible] should not be homologated and approved, and the funds distributed in accordance therewith.

By order of the Court.

J. O. CHALON, Deputy Clerk.

Succession of Henry A. Sarvam

SECOND DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS—No. [illegible]—Notice is hereby given to the creditors of this estate, and to all other persons herein interested, to show cause within ten days from the present notification, if any they have, why the account presented by the [illegible] should not be homologated and approved, and the funds distributed in accordance therewith.

By order of the Court.

P. R. O'RORKE, Clerk.

United States Circuit Court.

FIFTH CIRCUIT AND DISTRICT OF LOUISIANA

Alvin Destrehan, Widow of Amile Chapot, et al, vs. Armand Pitot, et al. No. 4660.

Fourteen Thousand Acres of Land in the Parish of Vermillion, La., and Twenty-Seven Hundred and Eight Acres of Land in the Parish of St. Landry, La.

UNDER order of the Honorable Circuit Court of the United States, for the Fifth Circuit and District of Louisiana, in the partition suit of A. Destrehan, Widow of E. Chapot, et al., vs. A. Pitot et al., No. 4660, will be offered for sale at the Merchants' Exchange, in New Orleans, by M. M. Cohen, Master in Chancery and Special Commissioner, at 12 o'clock m., of the 17th day of July, 1867, according to plans of Wm. J. McCulloh, now exposed in said Exchange—the property of the heirs of McCarty.

The land in the Parish of Vermillion is situated on both sides of the Bayou Vermillion, a number of miles below the town of Abbeville, having a depth of forty arpents, and a front extending 3 miles to the Bay. A large part of it was formerly successfully cultivated in Sugar, and is now in Cotton. A portion of it is well timbered, and much is high arable prairie, suitable for vacheries (several of which are on it).

This property will be sold as follows

IN THE PARISH OF VERMILLION

1st. Lots 33, 35, 36 and 73, in Township 13, S. R. 3 E., and lots 36, 55, 40, 41 and 44 in T. 14, S. R. 3 E. South west District Louisiana, West Bank of Vermillion River, in one body containing eleven hundred and sixty (1160) acres more or less.

2d. Lots 45, 49 and 50, in Township No 14, S. R. 3 E. S. W. District, bounded East by Vermillion River, South by Little Bayou, and North by lands first above described ; containing four hundred and eighty (480) acres more or less, with so much of the rear portions of lots 55, 58, 59 and 60, same township, as would contain one hundred and sixty (160) acres according to a line of exchange established between Levi Rice and Allen Campbell, containing in all six hundred and forty (640) acres more or less.

3d. Lot 48, Township 14, S. R. 3 E., S. W. District, containing one hundred (100) acres.

4th. Lot 51, T. 14, S. R 3 E., seventy-eight (78) acres.

5th. That portion of lots 55, 58, 59 and 60 having a front on Vermillion River of about twenty arpents, extending in the rear to the division line established between Levi Rice and Allen Campbell, mentioned in the above description of the second tract, and containing six hundred and sixty (660) acres more or less

6th. Lots 61 and 62, T. 14 S. R. 3 E., S. W. District, containing three hundred an fifty (350) acres more or less.

7th. Lot 67, same township, one hundred and seventy (170) acres more or less.

8th. Lot 68, same township, one hundred and sixty (160) acres more or less.

9th. Lot 69, same township, one hundred and sixty (160) acres more or less

10th. Section 87, T 14, S. R. 3 E., containing fourteen hundred (1400) acres more or less.

11th. Section 90, containing fourteen hundred (1400) acres more or less.

12th. Sections 91 and 92, T. 14, S. R. 3 E., and sections 38, 39 and 40, T. 15, S. R. 3 E., containing twenty-four hundred (2400) acres more or less.

13th. Section 89, T. 14, S. R. 3 E., and section 37, T. 15 S. R. 3 E., S. W. District, containing thirteen hundred and seven (1307) acres more or less.

14th. Section 88, T. 14, S. R. 3 E., on East bank of Vermillion River, bounded below by the tract last above described, having a front and depth of forty arpents and containing fourteen hundred and eight (1408) acres, more or less.

15th.—Section 85, T. 14, S. R. 3 E., S. W. District, on East bank of Vermillion River, bounded below by the tract last above described, and above by the claim of John Merriman, now the property of Adrien Nunes, containing five hundred and eighty (580) acres more or less.

16th. Section 84, T. 14, S. R. 3 E., bounded below by the property above mentioned, of Adrien Nunes, with lot No. 86 adjoining, containing together three hundred and sixty (360) acres more or less.

17th. Lots 46, 47, 52 and 54, same township, each having five arpents front on the East bank of the Vermillion, with forty arpents in depth, together six hundred and forty (640) acres more or less.

18th. Lot 39, T. 14, S. R. 3 E.
19th. Lot 42, T. 14, S. R. 3 E.
20th. Lot 43, T. 14, S. R. 3 E.
21st. Lot 38, T. 14, S. R. 3 E.
22d. Lot 27, T. 14, S. R. 3 E.
23d. Lot 26, T. 14, S. R. 3 E.
24th. Lot 25, T. 14, S. R. 3 E.

These four lots will be sold separately, they adjoin. Each has a front of five arpents on East Bank of Vermillion River, and a depth of forty arpents and contain each one hundred and sixty (160) acres more or less.

The land in the PARISH OF ST. LANDRY consists:

1st. A tract confirmed to Jean Baptiste McCarty, containing thirteen hundred and fifty-four (1354) acres, as surveyed by Wm. B. Jackson, United States Deputy Surveyor, on the 27th of June, 1839, situated on the east bank of Nementon river, having forty arpents front by forty depth in T. 19 S. R. 2 W. Southwest District Louisiana. Bounded at the time of survey, by Bartholomew McCarthy above, John Monton below and vacant lands in the rear.

2d. A tract confirmed to Edmond McCarty, containing thirteen hundred and fifty-four (1354) acres, as surveyed by Wm. B. Jackson, United States Deputy Surveyor, on the 28th June, 1839, situated forty arpents from the Nementon river ; bounded, at the time of survey, in front by Bartholomew McCarthy, and on all sides by vacant lands. Each of these tracts has been sub-divided into four lots of equal front, and numbered 1, 2, 3 and 4, and will be sold ; the purchaser having the privilege to buy all in bulk.

Terms of Sale—Payments to be made in U. S. Treasury notes. One-fourth cash, and the balance in the notes of the purchasers to their own order, payable in one, two and three years, with six per cent. interest from date of sale, secured by mortgage. Acts of sale and Internal Revenue stamps at the expense of purchasers, before Eustis & Winchester, notaries public in New Orleans.

jan15 3tod

CARPETING,

Floor Oil Cloth, Matting, Curtains, lately received and offered at low prices.

200 ROLLS FRESH MATTING, all colors ; Carpeting of all kinds and qualities ; Floor and Furniture Oil Cloth of all qualities ; Window Shades, new styles, all sizes ; Crumb Cloths, Table and Piano Covers, Cloth, Worsted, India Rubber, Hair Cloth, Stair Rods, Mats, Rugs, Lace Curtains, Terries, Damasks, etc, Cornices, Loops, Bands, etc, etc.

For sale by A. BROUSSEAU & CO. 18 Chartres st

mar10

INSURANCES

Merchants' Mutual Insurance Co. OF NEW ORLEANS.

THIRTEENTH ANNUAL STATEMENT.

In conformity with the requirements of their Charter, the Company publish the following statement :

Premiums received during the year ending on 31st May, 1867, including unearned premiums of the previous year :		
On Fire Risks	\$895,910 49	
On River Risks	200,368 05	
On Marine Risks	337,201 32	
Total Premiums		\$1,433,479 86
Less Premiums unearned on 31st May, 1867	\$224,182	
Return Premiums	25,955 29	250,137 29
Net earned Premiums 31st May, 1867		\$1,183,342 57
Losses paid during the year :		
On Fire Risks	\$311,229 89	
On River Risks	199,719 43	
On Marine Risks	278,677 60	
	\$789,576 92	
Taxes	53,650 57	
Reinsurance, expenses, profit and loss, less interest	83,302 44	926,533 93
Net profits		\$256,818 64
The Company have the following assets :		
Real Estate	\$159,617 87	
Notes secured by mortgage	581,980 18	
Notes secured by pledge	100,007 40	
Cash on hand	74,750 32	
Premiums in course of collection	95,629 88	
City Bonds	59,639 00	
Bank and Railroad Stocks	142,735 00	
Bills Receivable	113,891 78	
Scrips of Mutual Insurance Companies	36,715 00	
Stock of Vallette Dry Dock	15,000 00	
" Levee Steam Press	5,000 00	
" Gas Light Company	5,000 00	
" Marine Dry Dock	2,950 00	
" Merchants' Exchange	1,000 00	
Lightering and Wrecking Company	1,000 00	
State Bonds	1,500 00	
Total		\$1,408,416 43
Less—		
Unclaimed interest and interest, payable in July next, on all outstanding Scrips	\$35,264 12	
Thirty per cent. curtailment on Scrip of 1859, payable in July	59,548 50	
Unearned Premiums on 31st May, 1867	224,182 00	378 994 62
		\$1,027,421 81

The above statement is a just true and correct transcript from the books of the Company.

JOHN PEMBERTON, President.

PAUL FOURCHY, Secretary.

STATE OF LOUISIANA, Parish of Orleans, City of New Orleans.

Sworn to and subscribed before me this 6th day of June, 1867.

PAUL W. COLLENS, Third Justice of the Peace.

At a meeting of the Board of Directors, held on the 6th June, 1867, it was resolved to declare a scrip dividend of twenty per cent on the net earned premiums for the year ending 31st May, 1867, for which certificates will be issued on and after the first day of August next. Also, to pay on and after the second Monday in July next THIRTY PER CENT CURTAILMENT ON THE SCRIP ISSUE OF 1859 and six per cent. interest on all outstanding scrips of the Company.

DIRECTORS :

John Pemberton,	J. Morgan Hall,	David McCoard,
P. Maspero,	Pierre Poutz,	B. Z. Reif,
L. F. Generes,	J. J. Fernandez,	Chs. Seg ry,
	E. Dupasseur, M. Puig.	je7 1f

Citizens' Mutual Insurance COMPANY.

TENTH ANNUAL STATEMENT.

In conformity with the requirements of their Charter the Company publish the following statement :

Total premiums for the year ending Nov. 30, 1866		\$386,315 35
Fire premiums	\$281,423 94	
Marine	56,218 61	
River	56,673 76	\$386,315 35
Less unterminated risks	\$ 47,946 00	
Returned premiums	2,542 06	50,888 06
Net earned premiums		\$335,427 29
Losses paid :		
Fire losses	\$102,194 98	
Marine losses	104,111 72	
River losses	18,047 23	
	\$224,353 93	
Re-insurance	10,482 11	
Twenty and twenty-five per cent returns	30,019 74	
Add expenses, interest, revenue taxes profit and loss, interest on scrip less interest, etc.	31,361 31	296 116 84
Net profits		\$ 39 710 85
Net earned premiums 30th Nov, 1866		\$335,427 29
Less amount on which twenty and twenty-five per cent. have been returned		176,666 30
Amount participating in profit		\$148,761 05
The company have the following assets		
Bills receivable	\$ 36,199 37	
Premiums in course of collection	110,987 06	
Invested in bank stocks	71,900 00	
Loans on pledge	32,427 70	
Loans on mortgage	72,287 43	
Invested in railroad bonds	9,350 00	
Invested in scrip of insurance company	58,052 00	
Cash on hand	35,568 30	
		\$546,772 20

The above statement is a just, true and correct transcript from the books of the Company

O. GAILLARD, President

H. CASTAREDE, Secretary.

State of Louisiana, Parish of Orleans City of Orleans.

Sworn to and subscribed before me this 17th day of December, 1866.

PAUL W. COLLENS, Third Justice of the Peace.

The Board of Trustees have resolved to declare a scrip dividend of Twenty-five per cent on the net earned participating premiums for the year ending 30th November 1866 for which certificates will be issued on and after the second Monday in February next ; and have further resolved to pay six percent on the outstanding certificates of scrip on and after the second Monday in February, 1866.

TRUSTEES.

J. Lorber,	A. Miltenberger,
A. Verde DeGray,	J. Lemore,
John Gauche,	L. Grand,
Jas. A. White,	T. Avendano,
O. Gaillard,	A. H. D'Mesa,
J. A. Stouse,	F. Mathon,
	A. Bidault.

Office No. 3 Carondelet street 1m

Sun Mutual Insurance Company

OFFICE OF THE SUN MUTUAL INSURANCE CO. New Orleans 61 Camp street.

ELEVENTH ANNUAL STATEMENT

Of the affairs of the SUN MUTUAL INSURANCE COMPANY OF NEW ORLEANS FOR THE YEAR ENDING DECEMBER 31, 1866.

Amount of Premiums for the year ending December 31, 1866, viz		
On Fire Risks	\$281,333 30	
On Marine Risks	83,106 68	
On River Risks	295,064 48	
	\$659,481 44	
Unterminated Risks, December 31, 1865	63,343 00	\$722,824 44
Deduct—		
Unterminated Risks December 31, 1866	66,885 00	
Return Premiums Dec. 31, 1866	4,597 16	71,482 16
Net Earned Premiums December 31, 1866		\$651,342 28
Losses paid during the same period :		
On Fire Risks	\$ 66,277 15	
On Marine Risks	49,519 49	
On River Risks	208,121 68	\$323,918 32
Add Reinsurance		4,267 96
Fifteen, Twenty and Twenty-five per cent Allowed on premiums		103,399 61
Amount reserved for unadjusted Losses		69,800 00
Expenses, Taxes Profit and Loss on Discount and Interest, etc.		89,997 62
		586,583 45
Net Profits		\$64,758 83
Net Earned Premiums		\$621,342 28
Less Amount of Premiums which Fifteen, Twenty and Twenty-five per cent. have been returned		492,003 14
Amount of Net Earned Premiums Participating in Profits		\$129,339 14
The Company have the following assets on hand :		
Invested in City and State Bonds valued at	\$430,200 00	
Invested in bank and Gas Stocks valued at	173,691 00	
Loans on Pledge	38,300 00	
Loans on Mortgage	26,200 00	
Bills Receivable	38,[illegible]	
Premiums Due in course of Collection	41,063 61	
Scrip of other Insurance Companies	14,105 00	
Uncurrent Funds	5,799 00	
Cash on hand	276,648 62	
		\$1,056,773 56

The above statement is a true and correct transcript from the books of the company

THOMAS SLOO, President.

THOS. ANDERSON, Secretary.

STATE OF LOUISIANA, Parish of Orleans, City of New Orleans.

Sworn to and subscribed before me, this sixteenth day of January, 1867.

G. H. BRAUGHN, Second Justice of the Peace, Parish of Orleans.

The Board of Directors have resolved to pay six per cent interest on the outstanding certificates of profits on and after the 11th of February next, and to redeem on and after that date FIFTY PER CENT of the Scrip of 1858. And they have further declared a Scrip dividend of FIFTY PER CENT. on the net earned participating premiums, of the year ending December 31, 1866, for which certificates will be issued on and after the 15th day of March next.

THOMAS SLOO, President.
JNO. G. GAINES, Vice-President
THOS. ANDERSON, Secretary.

DIRECTORS

Jas. G. Gaines,	H. T. Lonsdale,
Jno. C. Ricks,	Sumpter Turner,
E. J. Hart,	S. Blasco,
J. H. Stauffer,	J. B. Bres,
Henry Renshaw,	Theo. A. James,
Thos. Sloo,	J. G. Bassett.

jan19 1mdAtf

SEVENTEENTH ANNUAL STATEMENT OF THE

Crescent Mutual Insurance Company of New Orleans.

NEW ORLEANS, MAY 22, 1866.

The Trustees in conformity to the Charter, submit the following statement of the affairs of the Company, on the 30th day of April, 1866.

Fire Premiums	\$692,134 71	
Marine	128,305 15	
River	206,849 50	
		\$1,027,289 45
Amount of Earned Premiums		\$88,461 44
Losses paid and estimated		
Fire Losses	\$ 34,437 06	
Marine	79,646 06	
River	249,343 28	
Paid discount in lieu of scrip	79,762 87	
Paid Taxes	55,197 34	
Paid reinsurances	61,207 21	
Profit and Loss, Interest, General Expenses, Stamps, less Discount, &c.	149,106 60	
		878,730 21
Net Profits		\$257,751 23
Amount of Premiums to participate in Scrip Dividend		\$404,711 00
The Company have the following Assets :		
Notes secured by mortgages	\$ 60,446 00	
Loans on pledge of stocks	30,364 46	
Bills Receivable	51,153 51	
Real Estate	60,000 00	
Invested in Consolidated and City Bonds	76,000 00	
Invested in Bank Stocks	40,330 00	
Foreign and Domestic Scrip and Scrip Account	58,205 2	
Vallette Dry Dock Company	1,875 00	
Due for Premiums in course of collection	105,068 18	
Cash on hand	257,430 52	
		\$947,180 80

The above statement is a true and correct transcript from the books of the Company.

THOMAS A. ADAMS, President

HENRY V. OGDEN, Secretary.

PARISH OF ORLEANS. CITY OF NEW ORLEANS.

Sworn to and subscribed before me this 22d day of May, 1866.

G. H. BRAUGHN, Second Justice of the Peace, Parish of Orleans.

The Company will pay interest at 6 per cent. in cash on all its Outstanding Certificates of Scrip to the legal holders thereof, on and after the second Monday in July next.

The Board of Trustees have also declared a Scrip Dividend of SIXTY per cent. on the earned premiums entitled to participation for the year ending April 30th, 1866 ; for which certificates will be issued on and after the second Monday in August next.

THOMAS A. ADAMS, President.
SAMUEL H. KENNEDY, Vice-President.
HENRY V. OGDEN, Secretary.

—TRUSTEES.—

Thos. A. Adams,	Sam'l H. Kennedy,
C. T. Buddecke,	James J. Hanna,
Sam'l B. Newman,	A. Dutill,
J. H. Foley,	Wm. Edwards,
J. Norman Jackson,	A. G. Ober,
A. Thomson,	A. B. Reading.

may26 6md

JACOB OTT, Carpenter.

Special attention given to REPAIRING of STORES and DWELLINGS.

Cisterns Made and Repaired.

Orders left at 36 Tivoli Circle, or at L. DURAND, [illegible] promptly attended to.

Choice Lumber for Counters, &c.

10,000 FEET of choice thick Walnut LUMBER, suitable for counters, for sale, on reasonable terms, to close a consignment. Also a large lot of YELLOW PINE LUMBER and Tongued and Grooved FLOORING and CEILING.

For sale by ALEX. McCONNELL, 186 Carondelet street.

jul1 1y

CONSUMPTION, CHEST AFFECTIONS!

DR. CHURCHILL'S HYPOPHOSPHITES,

FOR THE PREVENTION AND CURE OF CONSUMPTION, DISEASES of the CHEST, CHRONIC COUGH, and GENERAL DEBILITY.

SYRUP OF HYPOPHOSPHITE OF SODA.
PILLS OF HYPOPHOSPHITE OF QUININE.
SYRUP OF HYPOPHOSPHITE OF LIME.
SYRUP OF HYPOPHOSPHITE OF IRON.
PILLS OF HYPOPHOSPHITE OF MANGANESE.

These valuable medicines have saved the lives of many thousands of consumptive patients. Even in the third or last stage their beneficial effects have been frequently manifested [illegible] advanced in the disease, the patient will find a marked improvement [illegible]. There will be observed a remarkable increase of nervous power, better digestion [illegible] expectoration, less susceptibility of catching cold, less perspiration at night [illegible]. DR. CHURCHILL'S HYPOPHOSPHITES are sold in square Bottles, with directions for use [illegible] per bottle in France. None only are genuine which are prepared by Swann, 12 rue Castiglione, Paris, and which bear DR. CHURCHILL'S SIGNATURE over the cork of each bottle. Paris—SWANN, PHARMACIEN, rue Castiglione, 12—Paris. Dépôts : Nouvelle-Orléans MM. MAUNSELL and BOGEL ; M. DUCONGE, Droguiste ; M. SCHWAB, Pharmacien ; New York : J. MILHAU & CIE ; FOUGERA & CIE.

Postal Information.

TO THE BRITISH NORTH AMERICAN PROVINCES : Cape Breton, Prince Edward's Island and Nova Scotia. To Newfoundland prepayment required. To Canada and New Brunswick, 10c. per ½ oz., any distance. — "10 cents when not over 3,000 miles from the line of crossing. "15 cents when distance exceeds 3000 miles. Prepayment optional.

Steamers of the Cunard line sail from Boston twice each month, touching at Halifax, and when letters are sent by that conveyance for Nova Scotia, Newfoundland, Cape Breton and Prince Edward's Island, the U. S. postage 5 cents the single rate, to be pre-paid. The inland rate is collected on delivery. On newspapers by this route, the postage is two cents each.

RULES FOR RATING LETTERS, &C.

1. *In the United States and British Mails.*—Letters exchanged with the United Kingdom of Great Britain and Ireland, or addressed to British Colonies and foreign countries, for transmission in the open mail via England, are charged with United States and British postage, at a single rate for each half ounce or fraction thereof, the same as domestic letters.

In the case of letters to be forwarded in the British mail for transmission from England "via Marseilles," the French postage is rated at 6 cents the quarter ounce, except on letters for Java, China, Labuan, Borneo, Japan, the Moluccas and Philippine Islands, which are rated at 8 cents per half ounce, and except, also, on letters for Syria and Tunis, by French packet, when the single French rate is 12 cents per quarter ounce.

2. *In the United States and French Mails.*—Letters in the mail to France are to be charged with single rate of postage, if not exceeding the weight of one quarter ounce, double rate if exceeding a quarter, but not exceeding half an ounce, and so on, an additional rate being charged for each quarter ounce, or fractional part of a quarter ounce.

The rates by "French mail" are in full to destination, except the following places, viz : Aden, Batavia, Ceylon, China, cities of Turkey in Europe, except as herein mentioned, via Austria, countries to which correspondence can be sent via Suez, countries beyond seas via France, others than those enumerated. East Indies, Gibraltar, Hong Kong, Java, Mauritius, Montenegro, Penang, Portugal, Isle of Re-Union, Servia, (except Belgrade, Shanghai, Singapore and Spain.) The limit of payment to Spain, Portugal and Gibraltar, is Behobia ; to Servia (except Belgrade) Montenegro, and cities of Turkey in Europe, except as herein mentioned, "via Austria," the frontier of Turkey and Austria ; to Aden, East Indies, Ceylon, China, and other countries via Suez, the seaports of the Indies, or of the sea of China, which the English packets ply ; and to places beyond seas, or other than those designated, the limit is the port of arrival in the country of destination.

3. *In the Mails to Prussia, or to Belgium.*—Letters in the United States and Prussian closed mails, and in the mails exchanged with Belgium are charged with single rate of postage if not exceeding half an ounce in weight ; double rate if exceeding half an ounce, but not exceeding an ounce ; quadruple rate if exceeding an ounce, but not exceeding two ounces, and so on, for greater weights, charging two rates for every ounce or fractional part of an ounce over the first ounce. As this scale of progression differs from that followed in respect to domestic letters, great care is required to prevent mistakes.

4. *In the Mails to Bremen, or to Hamburg.*—Letters addressed to the German States, &c., when sent via Bremen or Hamburg, and letters addressed to the British North American Provinces, are rated in the same manner as domestic letters one rate being charged for each half ounce or fractional part of half an ounce.

General Directions.—Postmasters should be careful where the postage is pre-paid, to collect the proper amount. They should be particular to notice the route indicated on the envelopes of letters and to collect postage accordingly. Letters mailed at some offices marked "via England," or "via Prussian Closed Mail," to a German State, are frequently taken at the prepayment of Bremen rates, and those marked "via Bremen," at Prussian closed rates, &c.

ROUTES OF TRANSMISSION, &C.

To prevent mistakes at the exchange offices, it is desirable that the particular routes by which letters are to be forwarded from the United States to Europe should be distinctly written on the covers. Letters intended for transmission in the open mail to England should bear the direction, "open mail via England," if for transmission in the French mail they should be directed, "via France, in the French Mail ;" if for transmission by closed mail to Prussia, they should be directed, "via Prussian closed mail ;" if for transmission in the closed mail to Belgium they should be directed, "via Belgian closed mail," and if for transmission by the New York and Hamburg line to Hamburg, they should be directed "via Bremen," or "via Hamburg."

It is important that letters addressed to Germany and other European countries, via France, where the single rate per quarter ounce is 21 cents should be plainly marked to be sent "via France," otherwise they may be taken at the open mail to Liverpool, by United States packet the 21 cent rate per half ounce being also charge able on letters thus forwarded.

The Income Tax.

The following is the form of making income returns for 1867 under the new law. The readers will see at a glance the character of the articles to be returned upon, and the deductions to be made :

RETURNS.

1. From the profits of any trade, business or vocation from which income is actually derived, or any interest therein wherever carried on.
2. From the payment of debts in a former year contracted out, and which have not paid a previous income tax.
3. From rents.
4. From farming operations—amount of live stock and amount of agricultural products sold.
5. From profits realized by sales of real estate purchased since December 31st, 1863.
6. From interest on any bonds or evidences of indebtedness of any railroad, canal, turnpike, canal navigation or slackwater company, or interest or dividends on stock, capital or deposits in any bank, trust company, savings institution, insurance, railroad, canal, turnpike, canal navigation or slackwater company.
7. From dividends of any incorporated company other than those above mentioned.
8. From gains and profits of any incorporated company not divided.
9. From interest on notes, bonds or other securities of the United States.
10. From interest on notes, bonds, mortgages or securities other than those enumerated above.
11. From any salary other than as an officer or employe of the United States.
12. From any salary or pay as an officer or employe of the United States.
13. From profits on sales of gold or stocks, whenever purchased.
14. From all sources not above enumerated. Gross income.

DEDUCTIONS.

1. Exempt by law \$1,000.
2. National, State, county and municipal taxes within the year.
3. Losses actually sustained during the year from fire, shipwreck, or incurred in trade, and not already deducted in ascertaining profits.
4. Losses on sales of real estate purchased since December 31, 1863.
5. Amount paid for hired labor to cultivate land from which income is derived.
6. Amount paid for the live stock which was sold within the year.
7. Amount actually paid for rent of homestead.
8. Amount paid for usual or ordinary repairs, excluding payments for new buildings, permanent improvements or betterments.
9. Interest paid out of falling due within the year.
10. Salary or pay as an officer or employé of the United States, from which a tax has been withheld.
11. Interest or dividends from corporations enumerated above in paragraph six.

Taxable income.

Amount of tax at 5 per cent

CARRIAGES, GOLD WATCHES, BILLIARD TABLES AND SILVER PLATE.

(*Schedule A.—Section 100, Act June 30, 1864, as Amended July 13, 1866.*)

TAXABLE PROPERTY.

Carriage, phaeton, carryall, rockaway, or other like carriage, and any coach, hackney coach, omnibus or four wheeled carriage, the body of which rests upon springs of any description and which is not used exclusively in husbandry or in the transportation of merchandise, valued at exceeding \$300 and not exceeding \$500, including harness used therewith—\$6.

Carriages of like description valued above \$500—\$10

Gold watches, composed wholly or in part of gold or gilt, kept for use, valued at \$100 or less—\$1.

Gold watches, composed wholly or in part of gold or gilt, kept for use, valued at above \$100—\$2.

Billiard tables kept for use, and not subject to special tax—\$10.

Oz. plate of silver, kept for use, per ounce troy—50 cents.

Oz. plate of silver, kept for use, per ounce troy, exceeding forty ounces, used by one family—50 cents.

O. B. GRAHAM & CO.,

139.........GRAVIER STREET.........139

Between Camp and St. Charles Streets.

Importers of Foreign and Domestic *DRY GOODS,*

Agent for the York Street Flax Spinning Company of Belfast.

RESPECTFULLY call the attention of the trade to their very Extensive Stock now in store and arriving by first vessels from Europe, consisting of the following : Irish Linen, Printed Linen, Pillow Case Linen, Linen Sheeting, Drawer Linen, Linen Shirts and Shirt Fronts, Brown and Blay Linen, Linen Checks, Plasterer Linen, White and Brown Linen Nettings, Linen Cambric Handkerchiefs, Long Lawns, White Lawns, Printed Lawns, Damask, Brown and Bleached Napkins and Towels, Diapers, Brown and Bleached Huckabuck, Drillings, Russia Crash, Burlaps, Paddings, Swiss Muslins, Jaconet, Mull [illegible], [illegible] Checks, Prints, Turkey Red, [illegible] and Cotton Cloth [illegible].

Value of Foreign Coins.

The following is the value of the various foreign specie moneys in the money terms and goods of the United States, prepared officially at the United States Mint, and used at the Treasury Department in Washington.

COUNTRIES.	VALUE	
Austria	Silver Florin, (100 Kreuzer)	\$ 4806
Belgium	Silver Franc	\$ 1935
Bolivia	Silver Boliviano	\$ 7084
Brazil	Milreis of 1,000 Reis	\$ 5415
Bremen	Thaler of 72 Grote	\$ 70
Buenos Ayres	See New Granada and Mexico	
Central America	Doubloon	\$15 77
	Gold Dollar	\$ 1 42
	Four Dollar Piece	
	Escudo	\$ 1 93
Chili	Gold Dollar	\$ 91 25
China	Tael	\$ 1 48
	Mexican Dollar	\$ 1 06
	The Chop Dollar has no standing value	
Denmark	Silver Rigsdaler	\$ 5483
	Marke	\$ 1
Ecuador	Dollar of 8 Reales	\$ 1
Egypt	Piastre	\$ 5
England	Pound	\$ 4 84
France	Franc (Decimal) or Livre	
	Sou	
	See Belgium	\$ 1935
Germany	Thaler 30 Groschen	\$ 7335
	Austrian florin (100 Kreuzer)	
	See Austria	\$ 4803
	Southern Florin (60 Kreuzer)	\$ 4115
Greece	Drachma 100 Lepta	\$ 17275
Hamburg	Mark Banco (16 Schillings)	\$ 3543
India	Rupee 16 Annas	\$ 462
Italy	Lira of Sardinia	\$ 193
	Lira of Florence	\$ 1606
	Scudo of Rome	\$ 1 05
	Ducat of Naples	\$ 8274
Japan	Tael	\$ 1 31
	Mexican Dollar	\$ 1 05
Mexico	Doubloon	\$ 15 47
	Gold Dollar	\$ 9842
	Silver Dollar	\$ 1 05
Morocco	Blanquil	\$ 2 00
Netherlands	Guilder	\$ 4085
New Granada	Peso 1 Dollar Condor in gold	\$ 985
	Silver	\$ 973
Peru	Same as Bolivia	
Portugal	Milreis (1,000 Reis)	\$1 08
Prussia	Thaler (30 Groschen)	
	See Germany	
Russia	Rouble (100 Copeks)	\$ 777
Spain	Real of Cents	\$ 05
Sweden	Rigsdaler riksmynt	
	Dollar specie	\$ 269
Switzerland	Franc (100 Rappen) see France	
Tunis	Piastre	\$ 125
Turkey	Piastre (40 Paras) gold	\$ 0435
	silver	\$ 043

Bank Directory.

Bank of America, corner of Canal and Exchange Place—A M Foster, President; J. E. Mortimer, Cashier.

Canal Bank, corner of Gravier and Camp—Geo. Jonas, President; C. Duncan, Cashier

Crescent City Bank, No. 74 Canal street, up stairs—John Pemberton, President; Charles Fannie Cashier

Citizens Bank, corner of Royal and Customhouse—John G Gaines, President; J L Dalery, Cashier

First National Bank, No. 27 Canal street—D B Forbes, President; [illegible], Vice President; Louis Meyer, Acting Cashier.

City National Bank, corner Magazine and Natchez Alley, G. W. Cothran, President; Jules Cassard, Cashier.

City Bank of New Orleans, No. 17 Commercial Place—R. [illegible] James, Manager.

Bank of Louisiana, in liquidation, corner Royal and Conti—Ambroise Landeau, President; J. F. Irvine, Cashier.

Louisiana State Bank, corner of Royal and Conti—J. A. Blanc, President; [illegible] L. Berlanga, Cashier

Mechanics and Traders Bank, No. 115 Canal street—Walter G. Robinson, President; G. Grosz, Cashier

Bank of New Orleans, corner St Charles and [illegible] streets—Frank Williams, President; A. Davidson Cashier.

Fire Insured Bank, No. 17 Camp street

Southern Bank, No. 11 St Charles street—[illegible], President; John G. Devereux [illegible] Cashier

State National Bank, corner Camp and Common streets

United States Treasury, No. 161 Camp street—W R Whitaker, Asst. Treasurer; James A. Vergie, Cashier

Union Bank of Louisiana, No. 122 Canal street—F. E. Lavandeveve, President; Geo. A. Ford, Cashier

Mutual Aid Bank, Camp and Common streets.

Bank of Commerce, No. 14 Camp street.

Louisiana National Bank, Common street, near Camp—James Robb, President; W. Clark, Vice President; [illegible], Cashier.

New Regulations Concerning Stamp Duties

Commissioner Rollins, of the Internal Revenue Bureau, has just issued a pamphlet with [illegible] a letter of stamp duties enacted after March 1st, and the laws and regulations [illegible] use of Internal Revenue Stamps.

In all cases where an adhesive stamp is used for denoting the stamp duty upon an instrument, the person using or affixing the same must write or imprint thereupon the initials of his name and the date, the year, month and day, on which the same is attached or used. Each stamp should be separately cancelled. When stamps are printed upon checks, &c., so that in filling up the instrument the face of the stamp is and must necessarily be written across, no other cancellation will be required.

All cancellation must be distinct and legible, and, except in the case of proprietary stamps from private dies, no method of cancellation which differs from the above described can be recognized as legal and sufficient.

A person who affixes an unstamped conveyance [illegible] "Confederate currency" consideration will be allowed to affix such stamps hereto as he may think sufficient and any question which may be instituted by direction of the Internal Revenue Bureau for the recovery of a penalty for failure to stamp it according to the nominal amount of such consideration in United States currency at the date of the delivery, they will be allowed to do so, taking their own risk of the sufficiency of the stamp.

The validity of a deed is a question for the courts. It is one of importance to the parties, but not to the Bureau, any further than the insufficiency of the stamp may effect their revenue. The foregoing is applicable to other instruments as well as to deeds.

A penalty of fifty dollars is imposed upon every person who makes, signs or issues, or who causes to be made, signed or issued any paper of any kind or description whatever, or who accepts, negotiates or pays, or causes to be accepted, negotiated or paid any bill of exchange, draft or order, or promissory note for the payment of money, without the same being duly stamped, or having thereupon an adhesive stamp for denoting the tax chargeable thereon cancelled in the manner required by law, with intent to evade the provisions of the Revenue Act.

A penalty of two hundred dollars is imposed upon every person who pays, negotiates or offers in payment, or receives or takes in payment, any bill of exchange or order for the payment of any sum of money, drawn, or purporting to be drawn in a foreign country, but payable in the United States, until the proper stamp has been affixed thereto.

A penalty of fifty dollars is imposed upon every person who fraudulently makes use of an adhesive stamp to denote the duty required by the revenue act, without effectually cancelling and obliterating the same in the manner required by law.

Attention is particularly called to the following extract from section 155 of the act of June 30, 1864, as amended by the act of July 13, 1866 :

"If any person shall wilfully remove or cause to be removed, alter or cause to be altered, the cancelling or defacing marks on any adhesive stamp, with intent to use the same, or to cause the use of the same, after it shall have been once used, or shall knowingly or wilfully sell or buy such washed or restored stamps, or offer the same for sale, or give or expose the same to any person for use, or knowingly use the same or prepare the same with intent for the further use thereof, or if any person shall knowingly and without lawful excuse (the proof whereof shall be on the person accused) have in his possession any washed, restored, or altered stamps, which have been removed from any vellum, parchment, paper, instrument, or writing, then, and in every such case, every person so offending, and every person knowingly and wilfully aiding, abetting, or assisting in committing any such offense as aforesaid, shall, on conviction thereof, * * * be punished by a fine not exceeding one thousand dollars, or by imprisonment and confinement to hard labor not exceeding five years, or both, at the discretion of the court

It is reported that persons in various parts of the country, and under various pretexts, are collecting cancelled stamps, and, as it is believed, for the purpose of removing the cancelling marks therefrom and preparing them for further use.

All revenue officers have been directed to give this matter their special attention, to acquaint the people with the true object for which such stamps are collected, and with the penalties incurred by all who in any way knowingly and wilfully aid, abet and assist in the commission of the offence. It is believed that many stamps are gathered from persons who are ignorant of the use to which they are to be put, and innocent of all intent to defraud the revenue.

The fact that a person is collecting stamps which have once been used is sufficient to arouse strong suspicion, and calls for an immediate investigation, and the possession of washed, restored or altered stamps is prima facie evidence of guilt. No pains should be spared to insure the detection and punishment of the guilty parties.

It is not lawful to record any instrument, document or paper required by law to be stamped, or any copy thereof, unless a stamp or stamps of the proper amount have been affixed and cancelled in the manner required by law ; and such instrument or copy, and the record thereof, are utterly null and void, and cannot be used or admitted as evidence in any court until the defect has been cured as provided in section 158.

LEEDS'S FOUNDRY,

(ESTABLISHED IN 1825.)

Corner of Delord and Fouchier streets.

WE beg leave to inform our friends and the public generally that we are prepared, as formerly, to manufacture Steam Engines, Boilers, Sugar Mills, Saw Mills, Saw Cotton Presses, [illegible] Gearing, Furnace Mouths, Grate Bars, all kinds of Plantation and Steamboat Works [illegible] description of Machinery for the South.

mh14 6m LEEDS & CO.

[illegible]